

L'Action NATIONALE

Volume LXXIV, numéro 4, décembre 1984

**LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1984 —
ESSAI D'ANALYSE DU NATIONALISME
DANS LE QUÉBEC ACTUEL.
ON Y PARLE DE RESSOURCEMENT ET
DU MESSAGE DES SIÈCLES.**



La Ligue d'Action Nationale

Président:

François-Albert Angers

Vice-président:

Ruth Paradis

Secrétaire:

Gérard Turcotte

Trésorier:

Charles Poirier

Directeurs:

Richard Arès

René Blanchard

Paul-André Boucher

Jacques Boulay

Guy Bouthillier

Michel Brochu

Louise Collin-Brochu

Marcel Chaput

Roger Duhamel

Claude Duguay

Pierre Dupuis

Jean Genest

Yvon Groulx

Anna Lagacé-Normand

Marcel Laflamme

Jean-Marc Léger

Delmas Lévesque

Denis Monière

Jean-Marcel Paquette

Gilles Rhéaume

Léonard Roy

André Thibaudeau

Pierre Trépanier

Claude Trottier

Action nationale

revue d'information nationale

qui lutte pour l'indépendance du Québec

Fondation Esdras Minville

société recueillant des fonds

destinés à des activités nationales

Clubs de la République

association de jeunes réunis

pour préparer l'indépendance du Québec

Éditions françaises

société de publication de dossiers

destinés à un cercle de lecteurs abonnés

Enquête nationale

recherche par des spécialistes

sur l'avenir constitutionnel du Québec

Assises nationales

convocation des forces vives du Québec

pour réaliser la cohésion nécessaire

82, rue Sherbrooke ouest

Montréal H2X 1X3

(514)-845-8533

l'Action NATIONALE

Volume LXXIV, numéro 4, décembre 1984

TABLE DES MATIÈRES

DOSSIER SUR LES ÉTATS GÉNÉRAUX — 1984 PAR LE MOUVEMENT NATIONAL

DES QUÉBÉCOIS	391
Réflexion sur les États généraux	393
Rappel historique	397
Guide d'animation	403
Synthèse de la démarche dans les régions	409
Consultation auprès des leaders	417
Sondage par SORECOM	425
Synthèse des ateliers	443

CHRONIQUES DE L'ACTION NATIONALE

UNE ÉQUIPE:	Jeunesse 1985	451
--------------------	---------------------	-----

ROGER DUHAMEL:	Quand le mieux peut nuire au bien	465
	De la fin de l'un au début de l'autre	469

PATRICK ALLEN:	À l'affût de l'actualité	475
-----------------------	--------------------------------	-----

HOMMAGE
de la SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE de Montréal

Elle fait partie du Mouvement national
des Québécois

L'ACTION NATIONALE

revue d'information nationale

Directeur: JEAN GENEST

Photographe: Paul HAMEL

Collaborateurs:

Patrick Allen	Jean-Baptiste Giroux
François-Albert Angers	André Joyal
Viateur Beaupré	Pierre-André Julien
René Blanchard	Marcel Laflamme
Odina Boutet	Delmas Lévesque
Guy Bouthillier	Jeannine McNeil
Claude Collin	Denis Monière
Roger Duhamel	François Morneau
	Gilles Rhéaume
	Jean-D. Robillard

Abonnement:

	1 an (10 numéros)	2 ans (20 numéros)
Québec, Canada	\$25.00	\$45.00
Autres pays	30.00	50.00
Abonnement de soutien	35.00	

Les articles de la revue sont répertoriés et indexés dans l'Index des périodiques canadiens, publication de l'Association canadienne des bibliothèques dans Périodex publié par la Centrale des Bibliothèques et dans Radar, répertoire analytique d'articles de revues du Québec, publié par la Bibliothèque nationale du Québec.

Prière de joindre à toute correspondance relative au service de la revue le numéro-code figurant sur la dernière adresse d'envoi.

ISSN-0001-7469
ISBN-2-89070

Dépôt légal: Bibliothèque nationale, 2^{ième} semestre 1981

82, rue Sherbrooke ouest
Montréal H2X 1X3
845-8533

Courrier de la deuxième classe
Enregistrement numéro 1162

L'ASSURANCE-VIE DESJARDINS GRANDIT AVEC CEUX QU'ELLE PROTÈGE.

Sa croissance reflète celle des caisses populaires
et d'économie, celle des entreprises
dont elle assure le personnel,
celle des gens qui réalisent des projets
et savent l'importance
de la sécurité financière.

L'Assurance-vie Desjardins a diversifié
ses services pour mieux répondre aux besoins
de tous ses assurés. Elle protège l'épargnant
ou l'emprunteur de la caisse,
les membres de centaines de groupes
et des milliers d'autres personnes
qui ont recours aux services
de ses assureurs-vie.

Elle met à la portée de toutes les bourses
une protection financière qui répond
aux besoins de chacun.

L'Assurance-vie Desjardins grandit avec
tous ses assurés pour mieux les servir
à un meilleur coût.



**Assurance-vie
Desjardins**



LE GROUPE **RONA**



...des gens
bien de chez nous!

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ASSURANCES

425, ouest, boulevard de Maisonneuve, suite 1500,
Montréal H3A 3G5

288-8711

CLAUDE-PIERRE VIGEANT

traducteur et publiciste

604, rue Waterloo
London — Ontario
N6B 2R3

BIJOUTERIE POMPONNETTE Inc.

Jean Brassard, prés.

256, rue Ste-Catherine Est
Montréal H2X 1L4
288-3628

revue critere

Revue publiée par la Société de publication Critère inc., avec l'aide du Ministère de l'Éducation du Québec, du fonds F.C.A.C. du gouvernement du Québec et du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Comité de rédaction:

Roger Sylvestre, directeur, Guy-H. Allard, Claude Gagnon, Jean Proulx, Jean Stafford.

Dernières parutions:

- No 34: *L'après-crise économique et sociale*, automne 1982, 175 p.
No 35: *L'après-crise culturelle et politique*, printemps 1983, 286 p.
No 36: *Le nouveau paysage mythique — 1*, automne 1983, 188 p.
No 37: *Le nouveau paysage mythique — 2*, printemps 1984, 180 p.

Secrétariat et administration:

Jacqueline Davignon,
Revue Critère, Collège Ahuntsic,
9155, rue Saint-Hubert, Montréal, H2M 1Y8
Tél.: 389-9068

REVUE D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE

fondée en 1947
par Lionel Groulx

4 forts numéros
par année

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM

ADRESSE

Abonnement régulier (comprenant la cotisation de membre de l'IHAF)	\$20.00
Abonnement étudiant (avec pièce justificative — comprenant la cotisation de membre de l'IHAF)	\$10.00
Abonnement institutionnel (sans cotisation de membre)	\$20.00
Abonnement de soutien	\$40.00

REVUE D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE,
261 avenue Bloomfield, Montréal, Qué.
H2V 3R6
Tél.: 271-4759

relations

*Un magazine chrétien
d'analyse et de réflexion
sur l'actualité
sociale et culturelle*

Des dossiers

- Les négociations dans le secteur public et parapublic
- La réforme scolaire
- Les nouveaux ministères dans l'Église
- Le travail à temps partiel

Des soirées publiques

- chaque mois un débat sur un sujet d'actualité

Abonnement

1 an (10 nos):	12,50\$
à l'étranger:	14,50\$
par avion:	20,00\$

Nom

Adresse

(code postal)

**8100, St-Laurent, Montréal
H2P 2L9 (514) 387-2541**

DOSSIER
SUR LES
ÉTATS GÉNÉRAUX
DE 1984
PAR LE
MOUVEMENT NATIONAL
DES QUÉBÉCOIS



Deux coups d'œil sur l'assemblée des 600 délégués.

Réflexion sur les États généraux

par GILLES RHÉAUME,
président du Mouvement national des Québécois

Tous les peuples, et ce, depuis que les collectivités humaines se perçoivent comme telles, connaissent des moments où l'arrêt et la réflexion sont nécessaires. Cette période d'évaluation permet aux différents éléments qui composent la Nation de se pencher sur la situation nationale, afin d'en bien saisir la dynamique, tout en faisant un effort de concentration, effort essentiel pour prendre conscience de la réalité nationale.

Une communauté nationale qui se préoccupe de son devenir se doit d'encourager les tendances qui, en son sein, soulignent la nécessité d'une profonde et véritable remise en question. En ce sens, l'histoire de l'humanité nous apprend que, selon les cultures et les époques, les Nations ont parfois jugé opportun de réunir les différentes forces nationales et de les inviter à partager leurs convictions, leurs aspirations, et leurs revendications respectives. Dans un contexte stimulant, dans un échange et un dialogue francs, nous retrouvons des sources de renouveau, voire même de renaissance essentielles à la poursuite de notre démarche nationale.

Chez nous, pendant les années soixante, il y eut les États généraux du Canada français. Il est impossible de considérer ici, avec justice, ce projet et sa réalisation. Ceux et celles qui souhaiteraient en savoir plus sur ces assises nationales n'ont qu'à se référer aux différentes publications que l'Action Nationale a produites à cette époque. Rappelons quand même, que des milliers de nos compatriotes, pendant quelques années, se sont rencontrés. On ne peut se tromper en affirmant que les délégués qui ont été associés à ces assises se sont entendus sur la nécessité pour le Québec d'exercer une réelle compétence dans tous les domaines qui composent la vie nationale.

Le Canada français et le Québec répondent, selon les États généraux, aux critères définis pour pouvoir exercer le droit de libre disposition des peuples, aussi appelé droit à l'autodétermi-

nation. Je n'insisterai pas sur le climat d'effervescence et de vitalité qui a entouré cette époque déterminante de notre cheminement comme peuple. Les années et les générations qui se sont succédé depuis ont profité du réveil national tout comme des prises de conscience provoqués par les États généraux.

Des formations politiques, des groupes de pression, des gens d'affaires, des universitaires et des syndicats ont intégré à leur réflexion et à leur action certains éléments discutés et approuvés lors des assises des États généraux. Une expérience comme celle-là, remplit vraiment son rôle, lorsque des éléments de son analyse et de sa synthèse rejoignent les aspirations profondes de la population.

Les vingt dernières années ont été marquées sous le signe de la recherche de notre affirmation collective. Que ce soit dans notre vie culturelle, économique, sociale ou politique, nous avons vécu au cours des années soixante et soixante-dix des périodes intenses de maturation et de préparation à une pleine réalisation de notre entité nationale.

Les circonstances ont voulu que tous les efforts consacrés, depuis plus de 20 ans, à la construction du pays ne rencontrent pas les succès escomptés. Il en est ainsi dans la vie des peuples. L'important n'est ni la victoire ni la défaite, mais plutôt la continuité malgré les difficultés.

C'est dans cet esprit que les sociétés nationales, affiliées au Mouvement national des Québécois, ont décidé, en cette année où elles célèbrent le 150^e anniversaire de fondation, par Ludger Duvernay, de réunir des hommes et des femmes qui incarnent le pays réel, afin de mettre en commun leur appréciation sur la conjoncture nationale.

L'urgence de telles rencontres s'est illustrée avec éloquence aux yeux du MNQ. L'expérience électorale du mouvement indépendantiste, les profondes transformations des formes de militantisme, l'évolution des traditionnels consensus de notre collectivité, la révolution informatique et technologique, les résultats référendaires du 20 mai 1980, la réaction du Québec aux multiples injures et trahisons du gouvernement d'OTTAWA, etc... Autant d'événements et d'attitudes qui se devaient de déboucher sur une action concrète.

Nous avons voulu appuyer cette nouvelle démarche sur des bases solides. Des personnes qui ont été impliquées lors des assises des années 60 ont été invitées à réfléchir sur le fond et la forme que devraient prendre notre dynamique. Un groupe de travail a donc été formé. Nous avons voulu baser toute notre démarche sur les dynamismes régionaux. Nous avons cru essentiel d'associer à notre projet ceux et celles de nos compatriotes qui ont choisi de s'impliquer dans leur milieu, puisque ces personnes composent, selon nous, le «pays réel». Dans presque toutes les régions du Québec, les Sociétés ont convié les militantes et les militants de leur coin de pays à des rencontres de réflexion et de discussion. Des hommes et des femmes de toutes tendances idéologiques ont échangé sur le devenir du Québec. Ces partages nous donnent un portrait des préoccupations profondes et véritables de ceux et celles qui constituent le cœur de la Nation.

Un sondage, mené par la firme Sorecom, est venu tâter le pouls de la population sur les principales questions d'intérêt national. On peut en conclure, entre autres, qu'aucune des options politiques, actuellement discutées au Québec, ne recueille l'adhésion de plus de 30% des Québécoises et des Québécois. Nous vivons donc dans un *no man's land* sur le plan national.

Une lecture positive du dossier de ce sondage nous indique qu'il y a place pour un projet indépendantiste bien articulé et bien adapté à la réalité d'aujourd'hui.

Une rencontre nationale, de tous ceux et celles qui ont participé à l'étape régionale, s'est tenue à Montréal les 1^{er}, 2 et 3 juin derniers. On a pu ainsi constater que, malgré des divergences et des différences, la nécessité de l'indépendance est plus actuelle que jamais. Cette première rencontre des nationalistes depuis le 20 mai 1980 joue, j'en suis convaincu, un rôle important dans la relance du mouvement indépendantiste. On peut trouver, dans les pages qui suivent, des éléments qui nous permettront de nous rappeler les grandes lignes de chacune des étapes de la démarche.

Maintenant, il faut continuer notre combat. Les Sociétés nationales, affiliées au MNQ, se sont entendues sur l'importance de procéder à la phase II des États généraux du Québec 84. Dans

les mois qui viennent, nous procéderons à la réalisation d'un plan d'action qui nous permettra de mettre au point une démarche entreprise il y a maintenant presque deux ans.

L'indépendance nationale, pour être atteinte, a besoin que les hommes et les femmes de chez nous participent à l'élaboration et à la définition des jalons qui nous conduiront à la Liberté.

UN RAPPEL HISTORIQUE

**Les États généraux
du Canada français
1961-1969**



On voit ici une partie des 600 participants et, sur la première rangée, on reconnaît M. Gérard Turcotte, M. François-Albert Angers, M. Bruno Roy et M. Gilles Rhéaume.

1961

On commence à discuter d'une idée due à l'initiative de la fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste: la convocation des États généraux qui doivent constituer une consultation populaire comme il ne s'en est jamais vu au Québec.

1964

Le projet est endossé par un grand nombre d'associations et de corps intermédiaires. L'objectif: donner une voix au peuple canadien-français et lui permettre de définir lui-même ses besoins, ses aspirations et les institutions qui y correspondent. Ces assises devront rejoindre tous les éléments de la société.

1966

«Lorsqu'il s'agit d'une question aussi fondamentale et importante que l'avenir constitutionnel de la nation, le gouvernement et même le Parlement ne sont pas habilités à prendre de décisions. Le gouvernement, en effet, a pour rôle d'administrer le pays dans le cadre des institutions qui existent, alors que la question discutée porte sur la validité même de ces institutions. Quant au Parlement, il est constitué de partis qui, légitimement, défendent leurs intérêts et leurs doctrines. De plus, dans notre régime politique actuel, d'importants courants d'opinions ne sont pas représentés au Parlement.

Les États généraux veulent se situer au-delà des institutions politiques existantes: ils veulent être l'expression de la volonté populaire. C'est la nation toute entière qui doit se prononcer.»
«Un peuple parle», Cahiers des États généraux, 1966.)

1966

Après l'établissement d'une assemblée générale et d'une commission générale provisoire, un secrétariat permanent est créé à Montréal.

La commission générale provisoire, composée de 25 personnes dont François-Albert Angers, Jacques-Yvan Morin, Fernand Daoust, Robert Sauvé, Georges-Émile Lapalme et Yves Prévost, convoque une assemblée préliminaire, en novembre, pour établir les bases des États généraux.

Au cours des mois précédents, on effectuera une vaste tournée d'information et de sensibilisation du public québécois que l'on tient à consulter constamment. D'ailleurs, ces tournées se répéteront et la consultation se poursuivra en 1967 et 1968.

Afin de s'assurer la participation de tous les éléments de la nation, on prévoit une représentation à trois paliers:

les délégués élus par les associations de chaque circonscription électorale;

les délégués élus par les corps intermédiaires et les centrales syndicales;

les représentants des Canadiens-Français établis hors Québec.

En septembre se déroulent les élections: 16 000 personnes y participent et choisissent 1 026 délégués (15 par circonscription électorale).

Le 25 novembre, à Montréal, plus de 1 700 personnes inaugurent l'assemblée préliminaire. Comme en 1912, comme en 1937, le chanoine Groulx incarne l'aspiration nationale des Québécois: il est président d'honneur des États généraux. Dans son message, il indique, encore une fois, la route à suivre:

«Vous cherchez un dénominateur commun, un point de rencontre où tous les Canadiens-Français, quels qu'ils soient et de quelque horizon qu'ils viennent, puissent se retrouver et se donner une franche poignée de mains.

... Le dénominateur commun, il sera nôtre, le jour où nous aurons établi, au faite de nos esprits, la conscience de la nation.

Idée simple. Idée dynamique. Idée de fraternité et de solidarité.

Elle nous dira à tous, même à nos frères lointains, que nous sommes les fils du même passé, des mêmes traditions, d'un même pays: l'État du Québec.

À cet État, elle nous dira qu'il faut la souveraineté politique, poussée aussi loin que l'imposent nos exigences de vie, notre droit de rester nous-mêmes de nous épanouir librement et pleinement.

Elle vous dira qu'il nous faut la souveraineté, dans toute la

mesure possible, la libération économique, base essentielle de toute notre vie collective.» (Les États généraux du Canada français, Assises préliminaires, 1966.)

La réunion dure trois jours, au cours desquels 36 commissions étudient les problèmes d'ordres politique, constitutionnel, culturel, social, économique. On veut créer un dialogue entre tous les groupes qui composent le Canada français.

On a jugé, malgré le succès de l'élection du mois de septembre, qu'il fallait compter sur un corps électoral plus vaste (au moins 50 000 électeurs), afin que les délégués soient encore plus représentatifs de toutes les couches de la société.

Aussi, décide-t-on de nouvelles élections pour avril 1967. On y choisira 1 620 délégués, auxquels se joindront 500 représentants des associations et 425 délégués des Canadiens-Français établis hors du Québec.

1967

Alors que le Canada achève de célébrer le centenaire de sa Confédération, les délégués aux Assises nationales, réunis à Montréal, du 22 au 26 novembre, adoptent une série d'importantes résolutions affirmant:

- le droit du Québec à l'autodétermination;
- le statut de la langue française;
- la compétence exclusive du Québec en matière de radiodiffusion, de syndicalisme, de sécurité sociale et de santé, de politique agricole, de législation financière et commerciale, etc.

Pour les Canadiens-Français établis hors Québec, ils réclament les mêmes droits que le Québec accorde à sa minorité anglaise. Ils demandent que le français devienne langue officielle au Nouveau-Brunswick.

1969

Du 5 au 9 mars, toujours à Montréal, les États généraux tiennent leurs dernières assises. Des divers ateliers émane une série de résolutions qui répètent, précisent, complètent celles que l'on a adoptées en 1967.

De plus, les États généraux affirment:

que le Québec doit se donner une constitution dont ils élaborent les lignes de force;

que le gouvernement du Québec doit convoquer une Assemblée constituante qui aura douze mois pour préparer cette constitution;

que les États généraux devront être de nouveau réunis dans deux ans, si le Parlement du Québec n'a pas convoqué l'Assemblée constituante.

GUIDE D'ANIMATION

ASSISES 1984



À la Tribune, M. Delmas Lévesque, professeur aux Hautes Études Commerciales et, à la table, M. Denis Monière, professeur d'économie politique à l'Université de Montréal.

GUIDE D'ANIMATION

1- Démarche globale

Le Pourquoi: Le MNQ, les SNQ et les SSJB ont convié des leaders et militants des dynamismes communautaires locaux et régionaux, des leaders nationaux et des observateurs de la scène politique à un bilan sur la Question nationale depuis les États généraux de 1967, et à une réflexion, une concertation sur le devenir du Québec.

Le Comment: La démarche comportait trois niveaux.

a) *La Consultation régionale.*

Elle a eu lieu dans quatorze régions. Des militants œuvrant dans divers secteurs d'activités socio-économiques communautaires mais préoccupés de la Question nationale ont été invités à venir mettre en commun leur réflexion sur le Québec d'aujourd'hui et de demain. Cette réflexion a été abordée suivant trois avenues:

- 1- le militantisme;
- 2- les stratégies d'action;
- 3- la solidarité.

b) *Consultation populaire.*

Le MNQ a voulu une consultation populaire à l'échelle du Québec. Pour la réaliser, il a commandé un sondage à la population sur la Question nationale. Ce sondage, effectué par la maison SORECOM, porta sur un échantillonnage de 1 200 personnes. On pourrait ajouter que la même maison a administré aussi un sondage auprès des participants aux consultations régionales. Les résultats de ces sondages faisaient partie des instruments de travail pour les Assises nationales.

c) *Les Assises nationales.*

C'est une vaste rencontre à laquelle furent conviés:

- d'abord et avant tout les participants des consultations régionales des 14 régions du Québec;
- les participants de délégations des SN et des SSJB participantes;

— des leaders nationaux et des observateurs de la scène politique.

Trois instruments de travail furent utilisés lors de cette réflexion:

- 1- les résultats du sondage national d'opinion à travers la population;
- 2- les résultats du sondage auprès des militants;
- 3- la synthèse des consultations régionales.

Les Assises nationales se voulurent une étape dans la réflexion sur le cheminement du Québec depuis les États généraux de 1967. Les participants à ces Assises définirent les étapes à poursuivre et les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir.

2- Fonctionnement

Les participantes et les participants sont venus à titre personnel et non à titre de représentants d'organismes ou d'institutions. Ils avaient donc une totale liberté d'expression!

C'est à travers les ateliers que les participants purent acheminer leur constat sur le Québec d'aujourd'hui, leur consensus sur le devenir, leurs vœux, souhaits ou pistes d'action à partir des données qu'ils ont étudiées.

Il n'y a pas eu de résolutions formelles.

Les ateliers se sont tenus au cours de la journée du samedi 2 juin, en trois périodes distinctes.

Le dimanche matin a été consacré à la mise en commun de cette réflexion, à l'apport d'analyse d'observateurs, et à un échange des participants en plénière.

3- Questionnement

a) *Sur le sondage d'opinion:*

Qu'est-ce qui est le plus significatif pour vous, à partir des données du sondage auprès de la population?

Selon vous, comment l'action nationaliste doit-elle tenir compte des préoccupations véhiculées dans ce sondage?

b) *Sur le sondage auprès des militants:*

Que faut-il retenir de la différence entre les deux sondages? Évaluation, si distance il y a, entre les deux perceptions.

Quelles sont les pistes de solidarité à développer?

c) *Sur les consultations régionales:*

Comment tenir compte du résultat des consultations régionales dans des perspectives d'action à développer?

La nécessité ou la viabilité d'un regroupement des forces nationalistes.

Conclusion

De cette réflexion, le MNQ espère qu'il sera tenu compte par les acteurs de la scène politique; que ce soit dans leur priorité d'action, dans le respect des volontés, des souhaits et des consensus qui se sont dégagés aux Assises nationales.



- 1- M. Gilles Rhéaume lance...
- 2- M. Bruno Roy reçoit.

SYNTHÈSE DE LA DÉMARCHE DANS LES RÉGIONS

- 1- Les régions participantes**
- 2- Le Québec militant des années '80**
- 3- La route du Québec**
- 4- La solidarité: rêve ou nécessité?**



Les animateurs.

SYNTHÈSE DE LA DÉMARCHE DANS LES RÉGIONS

1- Les régions participantes

Les Sociétés affiliées au Mouvement national des Québécois ont assumé la démarche dans les régions que voici :

la région Abitibi-Témiscamingue

la région de l'Amiante

la région de l'Estrie

la région de la Capitale

la région de la côte-Nord

la région de l'Est du Québec

la région des Hautes-Rivières

la région de Lanaudière

la région des Laurentides

la région de Montréal

la région de la Mauricie

la région de l'Outaouais

la région Richelieu-St-Laurent

la région Richelieu-Yamaska

la région Saguenay-Lac-St-Jean

la région Vaudreuil-Soulanges

2- Le Québec militant des années 1980

Par rapport aux années 70, on constate une évolution du militantisme. Celui-ci s'est transformé. Donc on milite encore, mais à des niveaux différents.

Les facteurs identifiés comme modifiant le militantisme sont :

- la récupération du militantisme politique par le Parti au pouvoir, suivie d'une déception face aux échecs du référendum, de la question constitutionnelle, etc.;
- le vieillissement de la classe militante qui a porté le Parti québécois au pouvoir;

- l'abandon de la lutte aux structures gouvernementales et le développement de la dépendance vis-à-vis de l'État-Providence;
- chez certains groupes spécifiques (fonction publique et enseignants), un désenchantement face aux mesures d'économie du gouvernement;
- le contexte général de crise économique mondiale dont on a trop facilement fait porter le blâme sur un seul niveau de gouvernement;
- pour la région frontalière, une crainte de l'assimilation culturelle.

Dans les années 1980:

- on constate l'existence d'une conscience collective plus forte, mais qui se traduit par des investissements individuels centrés sur des besoins concrets, visant à améliorer la qualité de vie au niveau régional et parfois même local.
- Les actions visent des réussites plus accessibles. Les projets sont à court terme. On a le sentiment d'être utile dans son milieu.
- L'engagement ne repose plus sur un idéal strictement politique: il s'inscrit maintenant dans un cadre économique ou humanitaire.
- On s'attache à de nouvelles valeurs, véhiculées dans des mouvements de rechange issus des grands courants mondiaux. *La nouvelle conscience* est plus planétaire que québécoise... même si cela semble un peu paradoxal!
- Une partie des énergies militantes s'est trouvée canalisée par le bénévolat socio-communautaire dont la demande s'est considérablement accrue dans le contexte d'un état limité dans ses moyens, et d'une profusion de nouveaux besoins liés au contexte de la crise économique.

La relève:

- Il apparaît assez clairement que le projet nationaliste n'a pas su correspondre aux besoins de la génération montante, soit dans son discours, soit dans ses réalisations concrètes. D'où, le constat qu'on ne doit pas accuser les jeunes de ne pas s'af-

filier à une cause définie non par eux, mais par une autre génération. Ce sentiment est d'autant plus marqué ces dernières années, les jeunes constatant malheureusement l'incapacité de la société à les intégrer et le sentiment d'impasse par rapport à leur avenir.

- Cette relève s'est donc tournée vers des formules de rechange, en vue de leur survie, formules où l'on privilégie le partage des richesses et du travail, le respect de l'environnement et la qualité de vie plutôt que l'acquisition de biens de consommation.

3- La route du Québec

La notion de projet national s'ouvre sur un projet à bâtir au-delà de l'affirmation d'une identité nationale.

L'indépendance *devrait* être une résultante de la réussite économique.

Les bases de ce projet de société devraient reposer sur l'épanouissement de l'individu, le droit au travail pour tous, la créativité industrielle, l'esprit d'entreprise, l'initiative individuelle.

Au niveau de la classe politique, l'avenir du Québec passe par:

- la nécessité d'élaborer un nouveau discours véhiculé depuis la base;
- un certain renouvellement des individus et une redéfinition claire des nouvelles orientations, sans pour autant bouleverser les structures existantes;
- l'alimentation du militantisme local et régional par une décentralisation du pouvoir politique vis-à-vis des secteurs clés de l'identité nationale: éducation, famille, culture, économie, adaptée aux particularités régionales.

La voie électorale n'est plus considérée de façon unanime comme la seule stratégie d'affirmation nationale.

Il ressort également des consultations régionales que la question nationale ne devrait plus être l'apanage d'un seul et unique parti politique, fût-il au pouvoir!

Dans certaines régions, on va même jusqu'à souhaiter une

dépolitisation de la question de l'avenir du Québec, pour la confier à des organismes ou des mouvements non partisans.

Au niveau économique, l'avenir du Québec passe par les éléments suivants...

Tout en reconnaissant — et en étant fiers d'elles — les grandes réalisations socio-économiques des dernières décennies, nous devons nous interroger sur la nécessité de leur remise en question, si l'on désire sincèrement faire une place aux générations montantes. Ex.: permanence d'emploi, partage du temps de travail, corporatisme syndical, etc.

On doit favoriser la créativité collective et le développement dans des secteurs de pointe, pour donner au Québec une place de choix sur l'échiquier mondial: (matériel de transport, biotechnologie, micro-informatique etc...), démarche qui favoriserait le développement économique local et régional.

Au niveau social (entendu au sens large du terme), l'avenir du Québec passe par...

- le développement du sentiment d'appartenance à une société distincte;
- une meilleure connaissance du passé historique que l'on pourrait mieux transmettre à l'intérieur du réseau scolaire;
- une reconnaissance de notre différence et une affirmation de notre caractère spécifique;
- une valorisation du patrimoine historique et culturel souvent bien connu outre-frontière, mais peu valorisé chez nous.

4- La solidarité: rêve ou nécessité?

La solidarité est encore perçue comme une nécessité. Cependant, elle s'applique aujourd'hui dans la construction de multiples réseaux informels, à travers les diverses facettes de la réalité communautaire, à une échelle surtout régionale et locale.

On se solidarise autour de problèmes bien concrets, face à des urgences qui nous touchent personnellement. Encore là, il s'agit généralement d'actions à court terme.

On a perdu le sens de la fête comme façon d'exprimer sa fierté et son appartenance.

La solidarité n'est plus rattachée à une action politique partisane; elle doit trouver de nouveaux lieux, de nouvelles façons de s'exprimer, car, d'un avis très majoritaire, l'avenir de notre pays demeure la responsabilité de tous.

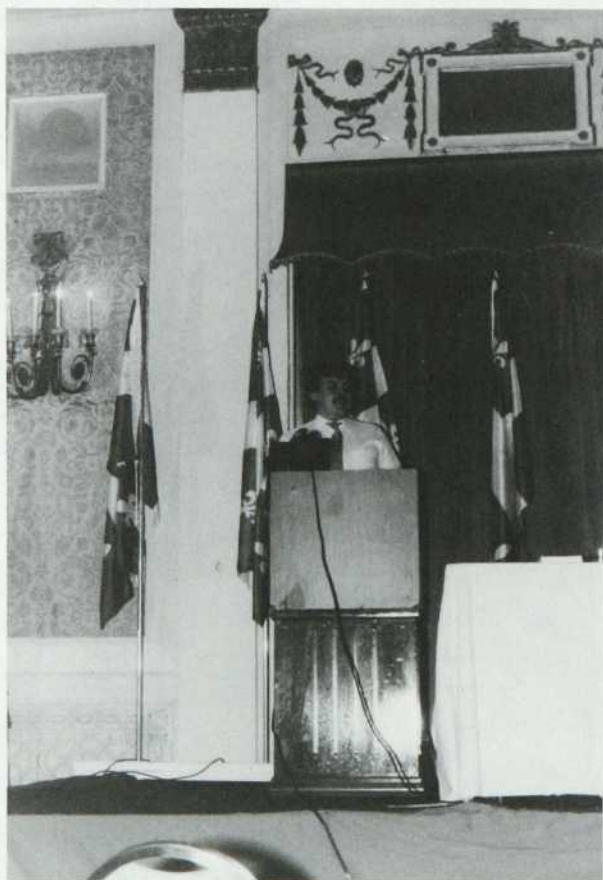
On ne croit plus en un regroupement monolithique particulièrement partisan des tenants d'un projet national, mais on juge nécessaire qu'un mouvement ou un organisme se crée pour promouvoir et mettre en valeur les bienfaits de l'autonomie.

Le développement de la solidarité passe par une certaine systématisation de l'animation des divers milieux, afin de développer et d'encourager la concertation pour la réalisation de l'avenir national.

Nombreuses sont les régions qui accorderaient volontiers aux SSJB, SN et au MNQ, une responsabilité et un leadership pour remplir ce mandat.

Bref, on recherche davantage aujourd'hui un projet de société où chacun, du plus jeune au plus vieux, aurait sa place, plutôt qu'un projet strictement politique qui ne serait qu'une enveloppe d'une société médiocre.

C'est un constat de notre capacité créatrice, devant de nouvelles circonstances, avec un discours adapté aux réalités des années 80 et aux générations montantes... C'est la construction lente, mais sûre, d'un projet national viable économiquement et socialement.



M. Gilles Rhéaume, président du Mouvement national des Québécois.

**CONSULTATION
AUPRÈS DES LEADERS**

Introduction

Afin de faire le point sur l'évolution des leaders et des militants du mouvement nationaliste et sur l'évolution de la population en général face au projet national, le Mouvement national des Québécois (MNQ) a confié à SORECOM une étude en deux phases.

Dans la première phase, le MNQ a mis sur pied une série de consultations régionales. Ces rencontres, qui furent animées par un groupe de spécialistes, avaient pour objectifs de suivre dans une perspective de politique non partisane trois *routes de réflexion*, soit 1) le Québec militant des années 80; 2) la route du pays Québécois et 3) la solidarité: rêve ou nécessité. Les participants furent invités préalablement à compléter un questionnaire préparé par SORECOM.

Dans la deuxième phase, le MNQ, par l'entremise d'un sondage de la maison SORECOM, consulta la population du Québec sur sa perception de l'avenir du Québec et sur la place qu'y occupe le projet national du MNQ.

Pour mieux préparer le questionnaire qui sera utilisé lors de la phase 2, nous avons développé et fait administrer par l'entremise des animateurs un questionnaire à l'intention des leaders qui ont participé à la phase 1 de la consultation.

Méthodologie

Ce rapport intérimaire dégage les faits saillants de la compilation des 445 questionnaires qui nous sont parvenus des animateurs du MNQ, aux colloques de l'hiver 83-84.

Les répondants ont été choisis par les membres du MNQ et représentent selon eux les leaders de l'action nationaliste dans plusieurs régions du Québec. Les opinions qui sont représentées nous parviennent de Matane, Rimouski, Sainte-Flavie, Alma, Notre-Dame-du-Lac, Trois-Pistoles, Shawinigan, Trois-Rivières, L'Annonciation, Blainville, Joliette, Saint-Jérôme, Saint-Jovite, Beloeil, Longueuil, Saint-Hubert, Saint-Jean sur le Richelieu, Sorel, Maniwaki, Mont-Laurier, Rouyn-Noranda, Amqui, Terrebonne et Hull.

Les résultats que nous présentons n'ont pas été pondérés, puisque aucune information n'existe sur l'importance du nombre de leaders dans les régions étudiées.

Première étape: les consultations

1) Profil des leaders — La plus forte proportion des leaders sont des hommes (67%) âgés de plus de 45 ans (44%) avec plus de 16 ans de scolarité (41%), qui travaillent pour des organismes publics ou para-publics (43%) en tant que semi-professionnels (26%) ou professionnels (23%).

Il y a peu de leaders que nous pouvons qualifier de «relève», puisque seulement 17% des leaders ont entre 25 et 34 ans et une proportion encore plus faible (7%) ont moins de 24 ans.

De la même façon, les leaders interrogés regroupent peu d'ouvriers ou d'employés de bureau (16%), une minorité de gens qui travaillent dans le secteur privé (29%) et des administrateurs de grandes (4%) ou de petites (13%) entreprises.

En somme, les leaders du mouvement national sont fortement représentés par des personnes scolarisées et d'un certain âge qui sont liés par leur emploi à l'appareil gouvernemental.

2) Le nationalisme — La majorité (56%) de ces leaders attribuent une partie de la formation de leur orientation face à la question nationale à des écrits. Parmi les autres cités, 31% nommèrent le chanoine Lionel Groulx, 21% M. Pierre Bourgault et 19% M. René Lévesque. Cet intérêt pour la question nationale s'est traduit pour une majorité (60%) des leaders par un militantisme au sein d'un mouvement national, il y a déjà une dizaine d'années. Lors de l'élection du Parti québécois, du référendum et du rapatriement de la constitution canadienne, 36% des leaders étaient déjà membres d'un mouvement patriotique et 24% étaient membres d'un parti politique. Durant ces événements que 58% des leaders définissent comme historiques, 28% défendirent la cause de la souveraineté-association et 28% celle de l'indépendance absolue du Québec.

En somme, ces leaders sont de vieux militants qui s'intéressent depuis fort longtemps à l'avenir du Québec.

3) Le nationalisme québécois des années 80 — Les leaders consultés s'intéressent toujours à l'avenir du Québec. À la suite de la défaite référendaire et du rapatriement de la constitution, il est vrai que l'importance qu'ils accordèrent à la question nationale s'est atténuée quelque peu, lorsqu'on la compare à l'intérêt suscitée par la venue au pouvoir du Parti québécois, en 1976. Par contre, leur intérêt pour la question nationale aujourd'hui est plus grand qu'en 1970 ou qu'en 1980, même si les convictions de certains d'entre eux ont quelque peu changé. Aujourd'hui, la majorité des leaders sont d'avis que la période *French Power* a été néfaste pour le Québec (51%), qu'il est impossible pour les fédéralistes québécois de travailler pour un Québec fort à Ottawa (65%), et que le Québec ne récupérera pas son droit de veto (53%). En conséquence, la majorité des leaders affirment qu'il est important que les intérêts du Québec soient protégés à Ottawa par la présence du Parti nationaliste québécois (64%).

La présence de ce parti à Ottawa, par contre, n'est que transitoire, puisqu'une forte proportion des leaders (49%) sont optimistes face à l'avenir du Québec et de la question nationale à laquelle ils attachent toujours une importance primordiale (46%). Transitoire, puisque aujourd'hui le tiers (34%) des leaders militent en faveur de l'indépendance absolue et qu'une plus faible minorité (24%) militent pour la souveraineté-association. En somme, près de 3 leaders sur 4 (73%) affirment que l'indépendance du Québec se fera un jour. De ce nombre, 42% croient que ce sera dans 6 à 10 ans.

Pour la majorité de tous les leaders, *ce Québec indépendant devrait avoir entière juridiction sur sa culture (96%), sa main-d'œuvre (84%), ses impôts et taxes (86%), la santé (85%), son territoire (92%) et son industrie de la pêche (88%)*. L'homme de l'avenir du Québec reste Monsieur René Lévesque pour le tiers (32%) des leaders.

4) Les moyens à prendre pour assurer au Québec son identité française — L'indépendance du Québec, de l'avis de la grande majorité (81%) des leaders, favorisera la situation de la langue française, puisque la grande majorité (80%) des leaders croient que la langue française est encore menacée au Québec et qu'une minorité (18%) vont encore plus loin en disant que les francophones sont injustement traités au Québec. Selon l'avis d'une

majorité (66%) des leaders, la Loi 101, qui a favorisé le départ de certains non-francophones du Québec, limite juste assez l'usage de l'anglais au Québec.

Même si le départ de ces non-francophones n'est pas perçu par les trois-quarts (76%) des leaders comme une situation malheureuse, la grande majorité (81%) croit que le gouvernement du Québec devrait continuer à contribuer au maintien de la diversité ethnique au Québec.

Parallèlement, une majorité (57%) des leaders s'intéressent aussi aux minorités françaises des autres provinces canadiennes.

Une partie de l'explication de la nécessité de la Loi 101 pour les leaders provient de l'opinion, exprimée par une majorité (56%) d'entre eux, que les Québécois francophones sont prêts à compromettre leur intégrité culturelle pour des raisons économiques.

5) Le nationalisme québécois et l'économie — Par contre, les leaders ne perçoivent pas un danger imminent pour la culture française au Québec, puisqu'une proportion importante d'entre eux croient, premièrement, que le Québec est de plus en plus maître de son économie (49%); deuxièmement, qu'une économie forte favorise l'indépendance (86%) et troisièmement, que l'indépendance favorise automatiquement l'essor économique du Québec (63%).

Puisque, selon les leaders, l'économie du Québec et la survie de la culture française seraient favorisées par l'indépendance du Québec, on peut se demander quels sont les moyens qu'ils entendent favoriser afin de créer une nouvelle solidarité entre Québécois. La section qui suit tente d'apporter quelques éléments de réponse à cette interrogation.

6) Les moyens à prendre pour créer une nouvelle solidarité entre Québécois — Une minorité importante (35%) de militants *entendent contribuer* à l'accession à l'indépendance du Québec en privilégiant le domaine économique. Par contre, lorsqu'on leur demande s'ils croient *pouvoir contribuer* à bâtir le Québec par une action économique, 21% affirment pouvoir y contribuer beaucoup, alors que 14% *entendent privilégier* une action économique. Donc, même si les leaders reconnaissent l'importance

d'une action économique, les leaders ne se sentent pas en mesure de contribuer à l'avancement de la question nationale par une telle démarche.

Par ailleurs, 28% des leaders entendent privilégier une action dans le domaine social par l'entremise d'une action communautaire non-formelle. En utilisant cette stratégie, 79% des militants croient pouvoir personnellement contribuer à bâtir le Québec.

Pour terminer, peu de leaders 1) entendent privilégier le domaine politique (21%) pour faire avancer la question nationale, 2) entendent (8%) utiliser des moyens politiques afin de favoriser le développement d'un domaine ou 3) favorisent le Parti québécois (14%) en tant qu'organisme le plus en mesure de faire avancer la question nationale.

Pour les leaders, c'est le Mouvement national des Québécois qui leur semble le plus en mesure de faire avancer la cause du Québec.



On discute en assemblée plénière et en petits groupes.

Deuxième étape

**Sondage auprès des Québécois
par SORECOM (mai 1984)
sur la question nationale
et constitutionnelle**

Présentation

Nous présentons, dans les pages qui suivent, la méthodologie du sondage conduit en avril 1984 par SORECOM INC. pour le compte du Mouvement national des Québécois.

L'objectif général du sondage était de mesurer certaines opinions et orientations de la population adulte du Québec face à des sujets reliés à la question nationale, à l'avenir du Québec et aux options constitutionnelles.

SORECOM ne présente ici aucune interprétation des opinions et données recueillies. Cependant, les questions posées sont rapportées *verbatim* de façon à permettre aux lecteurs d'en juger la portée. Tous les résultats sont présentés en distinguant ceux des francophones et des allophones. Le lecteur devra consulter la table des erreurs échantillonnales, afin de mieux juger de la précision des résultats des deux groupes.

Méthodologie

En bref, la méthodologie du sondage respecte les normes que la Maison SORECOM s'est imposées depuis sa fondation. Pour l'ensemble du Québec, la marge d'erreur échantillonnale ne dépasse pas 3,16%. Cette marge est basée sur 1 000 cas complétés et est valable dans 95% des cas.

Voici les principaux éléments de la méthodologie à retenir:

- échantillon probabiliste couvrant l'ensemble des régions administratives du Québec auprès de la population de 18 ans et plus ayant leur citoyenneté canadienne;
- grille de sélection pour chaque foyer;
- entrevues (1 004) complétées depuis notre centrale téléphonique;
- au-delà de 100 unités d'information;
- minimum de trois appels téléphoniques;
- contrôle centralisé sur un minimum de 10% des entrevues de chaque interviewer;
- entrevues en français ou en anglais selon la langue du répondant;
- codification avec contrôle de qualité;

- précision des résultats:

- chez les francophones: erreur maximum de 3,5%;
- chez les anglophones: erreur maximum de 8,2%.

Quant aux résultats de la cueillette des données, nous avons obtenu un taux de réponse de 66%. Les entrevues ont été réalisées du 9 avril au 26 avril 1984. Une pondération des résultats a été effectuée en fonction de la région, de l'âge, du sexe et de la langue maternelle.

Résumé

Le sondage effectué en avril 1984 pour le Mouvement national des Québécois nous confirme la complexité de la question nationale et de l'appartenance chez la population adulte.

- Les Québécois sont partagés à des degrés divers sur plusieurs dossiers importants, tels ceux de leur allégeance politique, de leur option constitutionnelle, de leur appartenance au Québec et au Canada et du partage des pouvoirs entre le Québec et le fédéral.
- Tous n'accordent pas la même importance à certaines questions d'intérêt national ou international, telles la paix dans le monde, l'avenir du français et de l'anglais au Québec, la place du Québec dans la Confédération et l'indépendance du Québec.
- Malgré ces divergences dans les opinions, les préoccupations, les intérêts et les diverses options, il se dégage des majorités significatives de Québécois pour dire:
 - *leur optimisme* face: 1) aux activités culturelles au Québec (72%); 2) à l'avenir du Québec dans l'économie (70%), la technologie (69%) et les relations entre francophones et anglophones (63%).
 - *leur pessimisme* actuel face: 1) à la politique (67%); 2) aux relations fédérales-provinciales (66%); 3) aux relations de travail (58%).
 - *l'importance* qu'ils accordent à certains dossiers de survie matérielle: chômage (72%), inflation (66%), taux d'intérêt (59%), pollution (70%) et à d'autres dossiers comme l'avenir du français au Québec (57%) et à la paix dans le monde (80%).

- Les consensus les plus importants reliés à la question nationale ont trait à l'avenir du français au Québec, que 57% jugent important mais non constamment menacé (54%), à la reconnaissance que le Québec a des besoins différents de ceux des autres provinces canadiennes (64%) et au fait que «s'il devenait fort économiquement, l'indépendance se ferait plus facilement» (59%) mais ne favoriserait pas automatiquement l'essor économique du Québec (64%). Ajoutons que 67% sont d'avis que le Québec ne deviendra pas un jour un pays indépendant et que s'il le devenait, la situation économique se détériorerait (55%).

Les nombreux consensus dépistés dans le sondage ne peuvent camoufler les divergences d'opinions et d'options dans la société québécoise.

Les divergences se manifestent plus particulièrement sur quatre avenues: 1) l'appartenance; 2) les options constitutionnelles; 3) le partage des pouvoirs; 4) la présence des fédéralistes francophones à Ottawa.

1- Appartenance: La situation a peu changé au plan de l'appartenance depuis 1979, alors qu'à la question «Présentement, vous définissez-vous *surtout* comme: Canadien(ne), Canadien(ne)-Français(e), Québécois(e) ou Canadien(ne)-Anglais(e)?» on obtenait les résultats suivants pour les francophones. Les données parlent d'elles-mêmes.

	Francophones %	
	1979	1984
Canadien-Français	46	48
Québécois	38	37
Canadien	14	13
Autre	—	1

2- Les options constitutionnelles: Nous avons bien établi les choix constitutionnels des divers groupes politiques, linguistiques et socio-démographiques. En bref, les Québécois demeurent partagés de façon significative, puisque nous avons pu identifier six groupes donc aucun ne réunit plus de 30% de la clientèle.

	Total %	Total indécis exclus %
A - Indépendance absolue	6	7
B - Souveraineté-association	13	15
C - Autonomie plus grande pour le Québec	30	35
D - Indécis	15	—
E - <i>Statu quo</i> dans la Confédération	21	25
F - Centralisation fédérale plus forte	15	18

En redistribuant les indécis, on peut se rendre compte qu'une majorité (57%) se définit en faveur de changements pouvant renforcer la position du Québec. Cette tendance est définitivement plus marquée chez les francophones.

	Francophones %	Allophones %
A - Indépendance absolue	7	2
B - Souveraineté-association	14	8
C - Autonomie plus grande pour le Québec	34	12
D - Indécis	16	9
E - <i>Statu quo</i> dans la Confédération	16	40
F - Centralisation fédérale plus forte	11	29

Ajoutons que 61% des Québécois et 70% des francophones québécois ont déclaré avoir déjà été en faveur de la souveraineté-association et 31% pour une centralisation plus forte au fédéral.

3- Le partage des pouvoirs: Si une majorité (64%) des Québécois est d'avis que le Québec a des besoins différents de ceux des autres provinces canadiennes, ils ne sont pas pour autant enclins à confier uniquement au Québec les pouvoirs dans les divers secteurs de l'activité. La tendance est davantage pour la formule du partage des pouvoirs, mais avec une forte minorité préférant confier certains pouvoirs au Québec, surtout en éducation et affaires culturelles (41%), affaires sociales (36%), transport (32%).

4- Présence du French Power à Ottawa: On aurait cru que les 15 années d'une présence active d'une élite francophone à Ottawa auraient été jugées avec beaucoup de sympathie de la part des Québécois et fait l'unanimité. Surprise: on est fortement partagé sur la question, puisque 49% considèrent que cette présence fut

une bonne chose pour le Québec, alors que les autres prétendent que ça n'a rien changé (30%), que ç'a été une mauvaise chose (7%), ou ne savent quoi en penser (13%). Les francophones sont encore moins enthousiastes sur les effets pour le Québec de la présence des leurs à Ottawa durant les 15 dernières années. Les moins satisfaits (28%) sont les indépendantistes, alors que les plus satisfaits sont les partisans d'une plus forte centralisation au fédéral (61%).

ANNEXE A

Résultats détaillés par question¹

1- Présentement, au Québec, trouvez-vous que ça va très bien, bien, mal ou très mal?

	Total	Fran.	Allo.
très bien	2	2	2
bien	47	50	36
mal	37	36	38
très mal	12	9	23
N.S.P.	3	3	1
Refus	0	0	0
Nombre de répondants	1 014	862	151

2- Présentement, au Québec, trouvez-vous que ça va plutôt bien ou plutôt mal dans les domaines suivants:

		Plutôt bien	Plutôt mal	N.S.P.
1				
la politique:	Total	22	67	11
	Francophones	24	65	11
	Allophones	14	75	12
2				
l'économie:	Total	28	67	5
	Francophones	29	66	5
	Allophones	25	71	4
3				
les relations fédérales/provinciales:	Total	17	66	17
	Francophones	16	66	18
	Allophones	21	68	11

1. Toutes les données sont présentées en pourcentage.

4 les relations de travail:	Total	33	58	9
	Francophones	34	57	9
	Allophones	31	64	5
5 les activités culturelles (théâtre, chanson, musique, etc.):	Total	72	12	16
	Francophones	71	13	16
	Allophones	74	9	17
6 le domaine linguistique:	Total	43	40	16
	Francophones	47	36	17
	Allophones	30	58	12

3- Dans l'ensemble, diriez-vous que vous êtes optimiste (confiant) ou pessimiste (pas confiant), par rapport à l'avenir du Québec dans les domaines suivants:

		Optimiste	Pessimiste	N.S.P.
1 l'économie:	Total	70	25	5
	Francophones	70	24	5
	Allophones	68	30	2
2 la technologie:	Total	69	18	13
	Francophones	71	16	13
	Allophones	59	27	14
3 la politique:	Total	48	41	11
	Francophones	48	41	11
	Allophones	48	40	12
4 les relations fédérales/ provinciales:	Total	47	40	13
	Francophones	46	40	14
	Allophones	52	40	8
5 les relations entre francophones et anglophones:	Total	63	28	9
	Francophones	60	31	9
	Allophones	75	17	7

- 4- Votre intérêt en l'avenir du Québec est-il plus grand, aussi grand, ou moins grand aujourd'hui qu'il y a cinq (5) ans?

	Total	Fran.	Allo.
plus grand	34	31	42
aussi grand	33	37	21
moins grand	30	29	34
N.S.P.	3	3	4

- 5- Lors des 10 dernières années, trouvez-vous que la présence de la culture américaine a augmenté, diminué ou est restée la même au Québec?

	Total	Fran.	Allo.
augmenté	37	37	34
diminué	16	14	22
restée la même	35	35	36
N.S.P.	12	13	9

- 6- Cette situation vous inquiète-t-elle beaucoup, assez, peu ou pas du tout?

	Total	Fran.	Allo.
beaucoup	12	10	14
assez	22	26	8
peu	30	30	29
pas du tout	34	33	37
N.S.P.	2	2	2

- 7- Diriez-vous que le Québec est devenu plus fort, moins fort ou est resté au même point dans la Confédération, durant les 10 dernières années?

	Total	Fran.	Allo.
plus fort	27	27	26
moins fort	36	34	47
même point	29	31	21
N.S.P.	8	9	7

- 8- Attachez-vous beaucoup, assez, peu ou pas d'importance aux questions suivantes: (les *ne sait pas* — N.S.P. — ont été exclus.)

		Beaucoup d'imp.	Assez d'imp.	Peu d'imp.	Pas d'imp.
1					
le chômage:	Total	72	20	6	2
	Francophones	69	22	7	2
	Allophones	83	13	0	2
2					
l'inflation:	Total	66	25	6	1
	Francophones	65	27	7	1
	Allophones	73	19	5	2
3					
le taux d'intérêt:	Total	59	27	10	3
	Francophones	59	26	11	2
	Allophones	59	29	7	3
4					
relations fédérales/ provinciales:	Total	40	30	20	6
	Francophones	35	32	22	7
	Allophones	61	23	11	3
5					
la place du Québec dans la Confédération:	Total	44	25	18	8
	Francophones	41	27	19	8
	Allophones	60	20	14	4
6					
l'indépendance du Québec:	Total	28	19	20	30
	Francophones	25	21	23	27
	Allophones	38	9	7	43
7					
l'avenir du français au Québec:	Total	57	29	7	6
	Francophones	59	28	8	4
	Allophones	53	30	5	12
8					
l'avenir de l'anglais au Québec:	Total	36	33	20	9
	Francophones	30	35	24	10
	Allophones	62	23	4	9
9					
la pollution:	Total	70	22	5	2
	Francophones	71	21	5	2
	Allophones	10	26	2	2
10					
la paix dans le monde:	Total	80	16	2	1
	Francophones	78	18	3	1
	Allophones	88	10	0	1

11

l'énergie nucléaire:	Total	47	22	15	11
	Francophones	45	22	17	12
	Allophones	55	24	8	9

9- Dans le domaine constitutionnel, quelle option parmi les suivantes est celle que vous favorisez le plus aujourd'hui:

	Total	Fran.	Allo.
autonomie plus grande pour le Québec	30	34	12
<i>statu quo</i> dans la Confédération	21	16	40
indépendance absolue	6	7	2
souveraineté-association	13	14	8
centralisation plus forte au fédéral	15	11	29
autre: _____ (préciser)	0	0	0
aucun	1	1	1
N.S.P.	15	16	9
refus	0	0	0

10- Dans le domaine constitutionnel, avez-vous déjà été en faveur des options suivantes:

		Oui	Non	N.S.P.
autonomie plus grande pour le Québec:	Total	61	28	11
	Francophones	70	21	9
	Allophones	27	53	20
<i>statu quo</i> dans la Confédération:	Total	44	37	18
	Francophones	41	39	20
	Allophones	57	30	12
indépendance absolue:	Total	17	76	7
	Francophones	19	73	7
	Allophones	5	89	6
souveraineté-association:	Total	37	49	13
	Francophones	41	45	14
	Allophones	24	65	11
centralisation plus forte au fédéral:	Total	31	54	15
	Francophones	27	58	15
	Allophones	49	36	14
autre: _____ (préciser)	Total	29	53	19
	Francophones	22	53	25
	Allophones	49	51	0

11- Présentement, vous définissez-vous surtout comme:

	Total	Fran.	Allo.
Canadien(ne)	21	13	52
Canadien(ne)-Français(e)	43	48	21
Québécois(e)	31	37	8
Canadien(ne)-Anglais(e)	4	0	16
autre	1	1	2

12- Diriez-vous que la présence du French Power (députés francophones en charge de ministères) à Ottawa durant les quinze dernières années a été pour le Québec une:

	Total	Fran.	Allo.
très bonne chose	8	8	7
bonne chose	41	42	40
n'a rien changé	30	33	26
une mauvaise chose	4	5	4
une très mauvaise chose	3	4	3
N.S.P.	13	9	20

13- Croyez-vous que durant les prochaines années il sera possible pour le Québec de récupérer son droit de veto?

	Total	Fran.	Allo.
oui	55	58	44
non	23	21	33
N.S.P.	22	27	21

14- D'après vous, le Québec a-t-il des besoins différents de ceux des autres provinces canadiennes?

	Total	Fran.	Allo.
oui	64	67	55
non	31	28	43
N.S.P.	5	5	2

15- D'après vous, la nouvelle constitution canadienne reconnaît-elle présentement l'existence de ces différences?

	Total	Fran.	Allo.
oui	31	26	54
non	49	53	30
N.S.P.	20	21	17

16- Selon vous, le Québec deviendra-t-il un jour un pays indépendant?

	Total	Fran.	Allo.
oui	26	29	11
non	67	63	86
N.S.P.	7	8	3

17- (SI OUI): Dans combien d'années, à votre avis?

	Total	Fran.	Allo.
0-5	15	16	3
6-10	33	32	46
11-20	22	22	27
+ 20	15	16	7
N.S.P.	14	14	16

18- Pensez-vous que la Loi 101 limite trop, juste assez ou pas assez l'usage de la langue anglaise au Québec?

	Total	Fran.	Allo.
trop	35	29	61
juste assez	38	42	22
pas assez	17	18	14
N.S.P.	10	11	3

19- Plusieurs non-francophones ont quitté le Québec durant les dernières années. Pensez-vous qu'il s'agit d'une situation malheureuse pour le Québec?

	Total	Fran.	Allo.
oui	64	58	88
non	32	38	9
N.S.P.	3	4	3

20- Si l'indépendance du Québec avait lieu, croyez-vous que la situation économique des francophones serait meilleure, demeurerait la même ou se détériorerait?

	Total	Fran.	Allo.
meilleure	14	17	2
resterait la même	24	27	10
se détériorerait	55	48	84
N.S.P.	8	8	4

21- Si l'indépendance du Québec avait lieu, croyez-vous que la situation économique des anglophones québécois serait meilleure, demeurerait la même ou se détériorerait?

	Total	Fran.	Allo.
meilleure	7	9	2
resterait la même	37	40	22
se détériorerait	47	40	71
N.S.P.	9	10	6

22- Si l'indépendance du Québec avait lieu, croyez-vous que la situation de la langue et de la culture françaises au Québec serait meilleure, demeurerait la même ou se détériorerait?

	Total	Fran.	Allo.
meilleure	36	38	26
resterait la même	37	40	22
se détériorerait	47	40	71
N.S.P.	9	10	6

22- Si l'indépendance du Québec avait lieu, croyez-vous que la situation de la langue et de la culture françaises au Québec serait meilleure, demeurerait la même ou se détériorerait?

	Total	Fran.	Allo.
meilleure	36	38	26
resterait la même	42	42	43
se détériorerait	16	14	24
N.S.P.	6	6	7

23- Si l'indépendance du Québec avait lieu, croyez-vous que la situation de la langue et de la culture anglaises au Québec serait meilleure, demeurerait la même ou se détériorerait?

	Total	Fran.	Allo.
meilleure	6	6	4
resterait la même	41	46	21
se détériorerait	46	40	72
N.S.P.	7	8	3

24- Êtes-vous tout à fait d'accord, d'accord, en désaccord ou tout à fait en désaccord avec les propositions suivantes:

	Tout à fait d'accord	D'accord	En désaccord	Tout à fait en désaccord	N.S.P.
--	----------------------	----------	--------------	--------------------------	--------

1

si le Québec devenait fort économiquement, l'indépendance du Québec se ferait plus facilement:

Total	17	42	24	10	6
Francophones	19	43	23	8	6
Allophones	11	35	28	18	7

2

le français est constamment menacé au Québec:

Total	16	23	40	14	3
Francophones	19	32	36	11	2
Allophones	7	9	54	25	5

3

plus les Québécois seront faibles économiquement, plus ils voudront leur indépendance:

Total	12	25	41	14	8
Francophones	12	26	42	13	7
Allophones	11	22	35	20	12

4

les Québécois
francophones sont
prêts à compromettre
leur langue et leur
culture pour des raisons
économiques:

Total	8	22	43	18	9
Francophones	8	23	42	19	7
Allophones	7	16	48	12	16

5

l'indépendance
favoriserait
automatiquement
l'essor économique du
Québec:

Total	6	20	42	22	9
Francophones	8	23	41	20	9
Allophones	2	10	45	31	11

6

le Québec est de plus en
plus maître de son
économie:

Total	8	40	34	9	8
Francophones	8	41	36	9	6
Allophones	9	38	26	12	15

ANNEXE B**Erreurs échantillonnales**

**ERREURS D'ÉCHANTILLONNAGE DE POURCENTAGES
ERREURS CALCULÉES POUR DES ÉCHANTILLONS
AU HASARD SIMPLE
(DEUX DÉCIMALES)**

TAILLE DE L'ÉCHANTILLON	POURCENTAGES					
	5 ou 95	10 ou 90	20 ou 80	30 ou 70	40 ou 60	50
25	8,72	12,00	16,00	18,34	19,60	20,00
35	7,36	10,14	13,52	15,50	16,56	16,90
50	6,16	8,48	11,32	12,96	13,86	14,14
75	5,04	6,92	9,24	10,58	11,32	11,54
100	4,36	6,00	8,00	9,16	9,80	10,00
150	3,56	4,90	6,52	7,48	8,00	8,16
200	3,08	4,24	5,68	6,48	6,92	7,06
300	2,52	3,46	4,60	5,30	5,66	5,78
400	2,18	3,00	4,00	4,58	4,88	5,00
500	1,94	2,68	3,68	4,10	4,38	4,48
600	1,78	2,44	3,26	3,74	4,00	4,08
700	1,64	2,26	3,02	3,46	3,70	3,78
800	1,54	2,12	2,82	3,24	3,46	3,54
900	1,46	2,00	2,66	3,06	3,26	3,32
1 000	1,38	1,90	2,52	2,90	3,10	3,16
1 100	1,32	1,80	2,40	2,74	2,96	3,02
1 200	1,26	1,73	2,31	2,64	2,83	2,89

SYNTHÈSE DES ATELIERS

2 juin 1984



La détente avec M. Claude Gauthier, chansonnier du Québec.

Notons, tout d'abord, que le climat fut à la détente dans la plupart des ateliers et que le processus a suivi son cours de façon que la majorité des intervenants ait pu s'exprimer. Les interventions se sont révélées de tendances quelquefois différentes, mais il s'est entretenu un effort réel d'écoute, d'échange et de cheminement vers un but commun. Seulement quelques adaptations furent nécessaires, compte tenu du fait qu'on avait participé ou non aux consultations régionales et de la rapidité à laquelle il fallut assimiler plusieurs parties du document de référence, dont le sondage d'opinions.

1. Les Québécois et la question nationale

Les éléments qui furent retenus comme significatifs dans le sondage effectué auprès de la population sont les suivants:

- l'importance accordée à la survie matérielle et la sécurité;
- la place actuelle des questions politiques dans les préoccupations des Québécois;
- le constat d'un enracinement certain des notions d'autonomie, de souveraineté et d'indépendance, et celui de la spécificité des besoins du Québec de même que l'insuffisance quant à leur reconnaissance dans la constitution canadienne;
- l'importance accordée aux questions culturelles et à la langue.

Les facteurs significatifs ont amené les délégués à constater la nécessité d'une redéfinition du discours nationaliste, comme de celle d'ouvrir de nouvelles pistes d'actions en fonction des besoins nouveaux mis en évidence dans le sondage.

Aussi, il fut constaté que la société québécoise demeure indécise dans ses choix et qu'une réconciliation se révèle une obligation essentielle au devenir du Québec.

Cependant, ces éléments significatifs furent considérés comme pondérés par une série de facteurs dont un manque d'information chez la population en général, par rapport à la question nationale, la conjoncture politique et socio-économique qui prévaut en ce moment (exemple: échec référendaire, récession économique et le caractère d'urgence que revêtent les problèmes issus de la scène internationale).

Toutefois, l'ensemble des ateliers s'est prononcé sur la nécessité de prendre en considération les données générales du sondage dans l'articulation des stratégies et des actions à mettre en œuvre. Donc, malgré certaines nuances à apporter, il convient que l'action nationaliste tienne compte des préoccupations véhiculées par la population à travers ce sondage.

2. Le militantisme et la solidarité

Plusieurs délégués ont exprimé à divers degrés des réserves sur l'entière validité du sondage effectué auprès des militants qui ont participé aux consultations régionales. Mais ces réserves sont apparues proportionnelles à l'importance de la participation des délégués à l'étape préalable que constituaient ces consultations. Mais, à toutes fins utiles, il a été dit que le sondage a alimenté de façon positive les discussions et la réflexion sur l'état actuel du militantisme en regard de la question nationale.

Les délégués ont de plus constaté une convergence des préoccupations se rapportant à la culture, de même qu'à la question linguistique; malgré une plus forte insécurité chez les militants, quant à la situation et à l'avenir de cette dernière.

Un accord s'établissait sur le besoin impérieux d'investir le champ économique par des actions concrètes et de développer ou d'accentuer une présence nationale dans les secteurs d'intérêts actuels; ex.: écologie, nucléaire, paix dans le monde.

Les échanges ont mené à un questionnement sur l'obligation de favoriser l'émergence de nouveaux leaderships qui correspondent aux préoccupations émises.

Enfin, il convient que les leaders nationalistes s'interrogent sur leur rapport à la diversité socio-communautaire, ainsi que sur les efforts nouveaux que l'on se doit de déployer afin de favoriser la montée des nouveaux leaderships dont les énergies peuvent se conjuguer harmonieusement au travail déjà entrepris et au dynamisme en cours.

3. Perspectives d'action en développement et regroupement des forces nationalistes

Se sont exprimés une détermination, un désir, une volonté

de persévérance sur le plan des implications et des activités déjà entreprises. Un grand nombre de délégués accorde au MNQ un rôle de premier rang comme agent de concertation, d'animation et de réflexion, tout en demeurant sensible au fait de désirer maintenir sur l'échiquier politique une diversité d'acteurs, qu'ils soient impliqués au niveau électoral, communautaire ou éducationnel.

En somme, doit être privilégiée une présence multi-sectorielle continue et articulée visant un objectif global dans la foulée du devenir du Québec.

Pour le MNQ cette responsabilité pourrait se traduire par le fait de reproduire en région ou de façon statutaire ce qui peut tenir lieu d'États généraux quasi permanents.

Il va de soi que les actions entreprises sous cette responsabilité devront prendre en considération les réalités vécues par différents milieux, devront s'inspirer des nouvelles valeurs exprimées; c'est-à-dire répondre avec efficacité aux multiples besoins actuels.

À titre d'exemple, il conviendrait de se doter d'un organe (journal, bulletin, revue, etc.) apte à pouvoir véhiculer les ferments de la réflexion nationaliste actuelle.

Ayant assisté dans les ateliers à un véritable bouillonnement d'idées et de pistes nouvelles, on peut, malgré l'impossibilité d'en rendre compte de façon exhaustive, en mentionner un certain nombre, à titre indicatif:

- développer des structures d'actions et de consultations permanentes;
- persévérer dans un projet de société concret;
- former une Assemblée constituante;
- développer le sens critique en général;
- activer une présence dans le domaine socio-économique régional;
- redécouvrir le sens de la fête et celui de la fierté nationale;
- participer à tous les niveaux du développement socio-communautaire;
- s'impliquer dans des projets concrets concernant la jeunesse;

— créer des fonds de solidarité en tant que support aux organismes communautaires nationalistes.

Conclusion: extrêmement riche au niveau de la communication, des échanges et du travail de consolidation, cette journée s'ouvre assurément sur de larges perspectives et orientations, de même qu'elle nourrit pleinement le dynamisme et assure la vitalité actuelle et à venir de la question nationale.

Après cette phase, il ressort que la poursuite de l'effort collectif devra s'élever au-dessus des simples divergences d'opinion quant aux moyens utilisés. Ainsi, saurons-nous canaliser les énergies collectives vers le devenir du Québec.

**CHRONIQUES
DE
L'ACTION NATIONALE**

LES COLLECTIONS

Après dix ans de patience,
nous avons pu établir les
collections suivantes:

I - L'Action française

(1917 à 1928 incl.)

7 collections complètes
au prix de 450\$ reliée
et de 400\$ non reliée

II - L'Action nationale

(1933 à 1984 incl.)

4 collections complètes
à 1 000\$ chacune

Prix spécial pour les États-Unis.
(Transport inclus):
400\$, 350\$, 800\$ U.S.

Jeunesse 1985

par PIERRE BÉLANGER
MICHEL CORBEIL
FERNAND JUTRAS
ROGER MARCOTTE
FRANÇOIS MORISSETTE

1 - Bibliographie

Comment aborder un si vaste champ d'enquête et obtenir une vision assez objective du vécu des jeunes actuels?

Nous a beaucoup aidés un livre publié à la fin de 1983: *Le Québec jeune, 1978-1983*: bibliographie assez exhaustive et commentée de tout ce qui s'est publié au Québec sur le vécu des jeunes, au cours des cinq dernières années.

Restait à dégager et à lire les écrits les plus importants, complétés par quelques textes sur la situation globale des jeunes dans le monde. Indiquons les œuvres qui nous sont apparues les plus significatives.

Dumas S., Rochais G., Tremblay H. *Une génération silencieusement lucide? Vers un profil socio-culturel des jeunes de 15 à 20 ans*. Québec, Ministère de l'Éducation, 1982.

UNESCO, *La jeunesse dans les années 80* (Première partie: les jeunes: leurs comportements et leurs aspirations), Paris, Presses de l'UNESCO, 1981.

Szpakowska, Janina-Klara, *Le Québec jeune: 1978-1983*. Montréal, École de bibliothéconomie, Université de Montréal, 1983.

SORECOM, *Les valeurs des jeunes de 16 à 20 ans: une étude pour le MEQ*, 1980.

Demers, Lindsa, *Aperçu statistique sur les jeunes*. Ottawa, Secrétariat d'état, Direction de l'analyse des tendances sociales, août 1982.

Saucier, Jean-François, Évolution de l'adolescent montréalais «normal» du Secondaire I au Cégep II, *Cahiers pédo-psychiatriques* 15, 1981.

Religions et jeunes, *Critère* 32, automne 1981.

2 - Données statistiques

Voici d'abord un bref aperçu statistique de ceux dont nous allons parler.

a - Données démographiques

- Au Canada, en 1981, les 15-25 ans étaient 4,7 millions, soit 19,3% de la population totale. La grande majorité (64%) étaient concentrée au Québec et en Ontario. Les garçons légèrement plus nombreux que les filles.
- Au Québec, en 1981, il y avait 1 263 775 jeunes de 15 à 25 ans, soit 19,6% de la population québécoise totale. Il est à prévoir, cependant, que cette proportion diminuera grandement dans les années à venir: ils seront 13,5% de la population en 1991. Cette perte de *poids* démographique aura sans doute des conséquences sociales.

b - Statut matrimonial

- En 1981, l'âge moyen du mariage était de 25 ans pour les hommes et 23 ans pour les femmes.
- 44% des jeunes entre 20 et 24 ans étaient mariés. Mais on se marie moins: le taux de nuptialité (sur 1 000) passe de 225 en 1970 à 138 en 1980 pour les filles; et de 160 à 90 pour les garçons. Par contre, le taux de divorce (pour les mêmes âges) double durant ces mêmes dix ans.
- À noter qu'un plus grand nombre de jeunes quittent le foyer familial pour vivre par eux-mêmes: huit fois plus, si on compare 1961 à 1976.

c - Scolarité

- En 1981, plus de 90% des jeunes Canadiens avaient fait des études secondaires (contre 75% en 1961).
- La même année, au Québec, 501 647 (15-25 ans) sont étudiants: 226 205 au secondaire, 130 723 au Cégep, 73 000 à l'Université et 31 719 dans les Services d'éducation des adultes.
- Notons que, même s'il existe des *chômeurs instruits*, le taux de chômage chez les jeunes est inversement proportionnel au niveau de scolarité.

d - Travail, chômage et assistance sociale

- En septembre 1982, 522 000 jeunes Québécois travaillaient à temps plein ou partiel. Le marché du travail semble plus difficile pour les filles, puisqu'elles sont 247 000 à travailler contre 275 000 garçons.
- Au Québec, entre 1966 et 1982, le taux *officiel* de chômage des 15-25 ans est passé de 6,2 à 23,1, alors qu'il est passé, chez les adultes, de 2,7 à 11,6 pour les femmes et de 3,5 à 10,7 pour les hommes. (À noter que les taux *réels* de chômage étaient certainement plus élevés.) Commentaire d'un économiste: «Les adultes ont appris depuis longtemps à faire porter le chômage conjoncturel par les jeunes» (Pierre Fortin, 1981).
- En août 1982, 84 076 jeunes québécois vivaient de l'assistance sociale (dont 65 579 étaient aptes au travail et 18 549 vivaient en ménage). Notons que les jeunes célibataires recevaient 147\$ par mois, ce qui est nettement insuffisant pour survivre.

e - Loisirs, valeurs

- En 1981, les jeunes Canadiens ont consacré, en moyenne, plus de 14 heures par semaine à l'écoute de la télévision, contre 5,5 à la lecture et un peu plus de 4 aux exercices sportifs ou physiques; ils imitent là-dessus les adultes, qui font par ailleurs un peu plus de lecture et un peu moins d'exercice.
- Un grand nombre de sondage existent, aux résultats souvent très discutables, sur les valeurs choisies par les jeunes. Voici, à titre indicatif, les résultats de l'enquête SORECOM, en 1980, auprès de 368 jeunes de Montréal, La Pocatière, Victoriaville et Matane. Le tableau indique, par ordre décroissant d'importance, l'échelle de valeur indiquée par les jeunes de 16 à 20 ans:
 - 1 - Être bien dans sa peau
 - 2 - Sens des responsabilités
 - 3 - Recherche de soi
 - 4 - Respect de l'environnement
 - 5 - Réussite
 - 6 - Besoin de créer
 - 7 - Non-violence
 - 8 - Civisme
 - 9 - Sens de la discipline

- 10 - Tolérance
- 11 - Défi
- 12 - Confort
- 13 - Musique
- 14 - Spiritualisme
- 15 - Compétition

Conclusion de SORECOM: «Par rapport au mode de vie, au travail, aux loisirs, les jeunes expriment un grand besoin de sécurité affective. Plus conformistes qu'on ne le croit, la politique ne leur dit rien; ce sont des jeunes qui semblent aspirer à un mode de vie conforme aux modèles stéréotypés de la société dans laquelle ils vivent... Les jeunes, dans l'histoire, ont toujours été vus comme des idéalistes. Ceux que nous avons rencontrés sont modérés, ils ne rêvent pas de refaire le monde et projettent plutôt de faire leurs modes de vie qu'ils connaissent...» (p. 15).

f - Décès, suicides

- Chez les jeunes Canadiens, en 1979, les accidents et le suicide expliquent environ 80% des décès chez les garçons et 60% chez les filles.
- Le suicide occupe la troisième place en terme d'importance de cause de décès, avec 16% des décès des 20-24 ans. Le taux de suicide est particulièrement élevé chez les jeunes hommes, bien que la tentative de suicide semble deux fois plus fréquente chez les jeunes femmes.

3 - Le vécu des jeunes

(à partir de nos lectures et de nos échanges)

a - Les jeunes: une réalité morcelée

Dans les sociétés traditionnelles, le concept de *jeunesse* n'existait pas: les individus passaient sans transition de l'enfance à l'âge adulte. Dans notre société contemporaine, la période transitoire entre l'enfance et l'âge adulte est devenue assez longue: c'est l'âge de la jeunesse. L'importance du groupe social qu'est la jeunesse tend à croître dans la société, à mesure que des *problèmes de la jeunesse* font surface.

Il y a encore quelques années seulement, on pouvait parler de la jeunesse comme d'*un* groupe social faisant globalement face aux mêmes problèmes, ayant des goûts et des habitudes

différentes des enfants et des adultes mais se rejoignant de façon générale.

Dans la société actuelle, par contre, les jeunes sont loin de former un groupe homogène; au contraire, que ce soit de par une stratification des groupes d'âge de plus en plus complexe, de par leur milieu d'études, de travail ou de chômage, de par leurs goûts musicaux, de par leur degré d'acceptation de la société ou d'opposition à elle, le monde des jeunes est de plus en plus morcelé.

La documentation et les études sur les jeunes illustrent bien ce morcellement: les études portent sur tel ou tel groupe et plus personne n'ose proposer un portrait de *la jeunesse*.

Très peu de gens, d'ailleurs, ont tenté une synthèse du monde des jeunes: on préfère proposer des portraits, des exemples; on s'attache surtout à décrire quelques-unes des nombreuses situations de crise que vivent les jeunes: chômage, délinquance, éclatement de la famille, désengagement.

On aurait pu croire que les médias, en particulier les médias électroniques, uniraient les jeunes. De fait, l'influence des médias est certaine: ils ont créé une nouvelle civilisation orale — qui s'oppose globalement à celle de l'écrit —, dont le mode de compréhension est d'abord intuitif, plutôt que déductif.

On pourrait ajouter que tout ce que le monde de l'abondance et de la consommation a fait miroiter aux yeux des jeunes, par les médias, a donné à ceux-ci le goût de vivre dans l'immédiat, dans le présent. Ceci ne crée pas d'unité dans les aspirations et les projets et finit par favoriser l'éloignement des individus plutôt que leur solidarité. Il nous paraît donc impossible de peindre un tableau unique du monde des jeunes.

b - Portraits et catégories

Nous avons donc pensé proposer un tableau des catégories de jeunes de notre société. L'idée nous est venue partiellement du dossier *Avoir 19 ans* de la revue *Actualité* (septembre 1983).

À travers une série de portraits, ceux du *drop-out*, du rural, de la féministe, de l'étudiant, de la mère célibataire, du *punk*, on saisit vite la diversité des jeunes et on intuitionne combien l'ap-

proche des jeunes sera différente selon les caractéristiques de chaque groupe. Il n'a toutefois pas été facile de dresser la liste des catégories de jeunes, Les champs se recourent. On peut catégoriser les jeunes selon leur *occupation* (étudiants, travailleurs, chômeurs), selon leur milieu de vie (urbains, ruraux), selon leur âge et les problèmes plus particuliers qu'ils rencontrent (15-17, 18-20, 21-25), selon leur degré d'insertion dans la société (les motivés, ceux qui vivent au jour le jour, ceux qui sont en difficulté).

Nous nous sommes intéressés à une classification qui vient des jeunes eux-mêmes, celle qui est faite à partir de leurs goûts musicaux (les *straights*, les *rockers*, les *discos*, les *new wave*, etc.), mais cette classification ne peut tenir compte non plus de toutes les facettes impliquées. Reste qu'il est bon de connaître ces différentes catégories de jeunes, pour pouvoir mieux identifier quels sont les besoins de tels ou tels jeunes.

c - Une époque opaque

«Nous vivons une époque opaque» écrivaient des jeunes sur un mur de pierre (*RND*, décembre 1983). Voilà un graffiti qui exprime bien combien le monde et la vie apparaissent surtout faits de difficultés et d'ombres pour les jeunes. La plupart des problèmes rencontrés par les jeunes gravitent apparemment autour de l'éducation et du travail. Mais nos lecteurs ont bien montré qu'un autre élément problématique, qu'une expérience pénible au niveau de notre société, précédait les autres problèmes — certains disent «est à leur racine».

• *Effritement de la famille*

L'instabilité de la famille dans la société actuelle, une instabilité soudaine qui met fin à une longue époque durant laquelle la famille avait été solide et sécurisante, apparaît à plusieurs comme une des sources des difficultés plus concrètes que vivent les jeunes.

L'effritement de la famille est, en tout cas, à la source d'autres effritements au niveau des perspectives de vie; il fait surgir beaucoup de questions sans réponses sur la vie et l'avenir. De cela naît de l'angoisse et parfois de la violence. Le fait que les jeunes aient perdu le support traditionnel de la famille les amène à chercher ailleurs ce qu'ils ont perdu. Pour le moment, les

recherches se font dans tous les sens à la fois.

- *Faiblesses dans l'éducation*

Il est incontestable que la réforme du système d'éducation a eu bien des avantages chez nous. Pourtant, seule une minorité de jeunes peuvent maintenant véritablement profiter de ces avantages. Il y a bien des échecs dans l'éducation, en particulier parce qu'elle prépare bien mal à la *vraie vie* et au monde du travail.

On a voulu croire que l'école réglerait bien des problèmes. On s'aperçoit qu'elle en crée. Ainsi, les opérations *Relance* du ministère de l'Éducation du Québec montrent-elles que les jeunes ont été assez mal préparés par l'école à assumer des responsabilités du monde du travail. En 1981, le Conseil supérieur de l'éducation prenait vivement conscience des lacunes du système et surtout du chemin à parcourir pour corriger la trajectoire, dans un document intitulé: *Pour que les jeunes adultes puissent espérer.*

- *Crise des valeurs*

Ce titre, comme celui de bien d'autres documents, laisse percevoir qu'un élément important de l'opacité du monde des jeunes est celui de la crise des valeurs. Cette crise existe, elle est apparemment liée à un vide de communications avec les adultes, lesquels connaissent, eux aussi, un effondrement des valeurs.

Certaines enquêtes ont pourtant démontré qu'il n'y a pas chez les jeunes autant d'apathie qu'on voudrait le croire. Ceux-ci recherchent véritablement des valeurs humaines. On souligne l'importance d'être soi-même, d'avoir le sens des responsabilités, de créer; le respect de l'environnement et le *communautarisme* ressortent aussi comme des valeurs. Il reste que crise il y a, en particulier parce qu'instabilité et imprécision règnent au niveau des valeurs.

- *Un monde dur*

Certains éléments font ressortir combien le monde auquel les jeunes font face est un monde dur.

— *Le désespoir face au système* ou à la société mène à la démission, par carence (ne sachant pas changer la société ou n'ayant pas ce qu'il faut pour le faire) ou par une sorte de lucidité qui fait constater qu'il n'y a rien à faire devant quel-

que chose de trop gros.

- On a de la difficulté à s'engager et on s'interroge sur l'engagement. Pour s'engager, il faut créer des liens — souvent avec des adultes —, mais, pour créer des liens, il faut souvent s'engager. Les jeunes connaissent parfois ce cercle vicieux.
- Les jeunes se rendent bien compte qu'il ne s'agit pas d'une simple crise économique qu'ils traversent présentement. Il y a révolution de société et jusqu'ici, ce ne sont pas les jeunes qui ont nourri cette révélation. Leur place dans la société de demain est loin d'être définie: ils se sentent facilement exclus.
- On ne peut plus rêver à *se caser*, à obtenir un emploi permanent, comme nos pères en avaient. Aussi, les jeunes songent-ils surtout au présent.
- La société de consommation offre beaucoup de *choses* aux jeunes, mais elle n'offre pas beaucoup de lieux d'épanouissement personnel. Les jeunes sont plutôt considérés comme des consommateurs par la société et beaucoup d'entre eux sont entrés pleinement dans ce rôle qu'on leur attribue.
- La société post-industrielle et la crise qu'elle apporte font se demander quelle place — outre celle de la consommation — sera laissée dans la société aux *gens ordinaires*, puisque l'économie n'aura plus besoin d'eux pour produire (machines et robots). Cette situation pose des problèmes graves au système d'éducation et aux jeunes en général.

d - Éléments de la philosophie des jeunes

Très brièvement, voici quelques éléments qui caractérisent les façons de penser et de vivre des jeunes de chez nous. Encore une fois, il s'agit de tendances notées par les différents observateurs, des tendances qui ne caractérisent pas également les différents groupes de jeunes.

- La philosophie du plaisir, en lien avec une vision du monde qui s'attache au présent avant tout, est largement répandue.
- La nouvelle culture pense à l'action immédiate, une action qui se fonde sur l'intuition sans laisser beaucoup de place à la réflexion et à l'analyse. On veut qu'il *se passe quelque chose*.
- Le *culte de la fin de semaine* a fait sa place dans le monde des

jeunes. C'est une source de consommation des offres de la société de loisirs. Pour y participer, il faut de l'argent. Le besoin d'argent marque la vie des jeunes.

- Le fait que la société ne laisse pas aux jeunes une place active et valorisante amène diverses sortes de rejets de la société plus ou moins catégoriques: cela va du désabusement à la délinquance grave.
- Dans leurs moments d'arrêt, les jeunes prennent conscience qu'ils recherchent les valeurs humaines. Ils s'intéressent en particulier à la conscience de soi et à la qualité de leurs relations interpersonnelles.
- Certains signes font croire que les jeunes sont intéressés par un certain communautarisme, ou du moins qu'ils ont plus que les adultes le sens de la collectivité. C'est un élément qui resterait à préciser.

e - Et la foi?

En général, ceux qui parlent des jeunes ne parlent pas beaucoup de leur foi ou de leur univers religieux. Il semble que ce soit une dimension à laquelle les jeunes eux-mêmes, du moins la plupart d'entre eux, n'accordent pas priorité. Par ailleurs, la majorité des jeunes *croient*; il est difficile de préciser à quoi.

Loin d'être agressifs contre la foi et même contre la religion (sauf peut-être, parfois, dans quelques milieux universitaires), les jeunes sont plutôt ignorants des choses de la foi et indifférents à celles-ci: ils ne savent pas ce que c'est. On mentionne souvent l'échec du renouveau catéchétique et l'ignorance des questions religieuses, même de base, chez les jeunes.

Conclusion: c'est difficile d'être jeune!

Il paraît avisé de conclure qu'en général, c'est difficile d'être jeune, de nos jours. La situation difficile dans laquelle sont les jeunes fait tout de même voir que les besoins de ceux-ci sont immenses.

S'il est vrai qu'on trouve encore des jeunes engagés qui ont une orientation de vie, nous croyons que le portrait de la réalité du monde des jeunes que nous avons présenté demeure valable dans son ensemble et qu'il colore l'univers de toute la société, de

tous les jeunes, quoique à des degrés divers.

Avons-nous été trop discrets dans la mise en lumière des éléments positifs du vécu des jeunes? Des échanges nous permettent de faire ressortir quelques traits positifs: a) une joie de vivre simple et assurée, une liberté d'esprit d'un bon nombre de jeunes; b) l'intérêt et la valeur que les jeunes accordent aux loisirs ne doivent pas être considérés négativement: les loisirs sont une création valable du 20^e siècle, une source possible de créativité et de rencontres interpersonnelles à exploiter; c) l'authenticité, le désir de vérité, *l'ouverture dans l'expression des sentiments et des besoins* sont aussi des valeurs positives des jeunes.

Quoique la mobilisation pour des grandes causes fasse moins de bruit qu'à d'autres époques; quoique la dimension politique soit moins importante dans la vie des jeunes qu'elle ne l'a déjà été, les mouvements comme ceux du désarmement, de la paix mondiale, de l'égalité des sexes peuvent compter sur l'appui des jeunes. Et dans le domaine religieux, malgré l'ignorance et l'indifférence qui sont réelles, il y a ouverture d'esprit chez plusieurs et l'agressivité contre *le religieux* a considérablement diminué.

4 - Le vécu des jeunes dans un contexte plus global

a - Une crise de société

Pour expliquer ce portrait de la jeunesse d'ici, il est utile de rappeler ce qui est arrivé à la jeunesse du monde depuis une vingtaine d'années et de situer cette évolution dans un contexte plus global.

Les années 60 nous ont laissé une image assez précise de la jeunesse d'alors. Les mots clés du rapport de l'UNESCO sur la jeunesse, en 1968, étaient: confrontation, contestation, marginalisation, contre-culture, contre-pouvoir, culture des jeunes, etc.

Bien qu'ayant influencé les jeunes de tous les pays, cette jeunesse était surtout issue de la classe moyenne urbaine de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale. Ce concept de jeunesse reposait sur un postulat qui était d'ailleurs celui de toute la société d'alors — y compris du Québec, qui a suivi la

Révolution tranquille: *la foi en une postérité matérielle illimitée.*

Or, cette vision de société a croulé avec ce qu'on appelle la *crise* des années 80. Cette crise est certainement la clé qui permet de comprendre le vécu des jeunes actuels, vécu qui, cette fois, est assez uniforme dans tous les pays, quoique à des intensités différentes.

Citons le rapport de l'UNESCO de 1981: «Les mots clés de la vie des jeunes au cours de la prochaine décennie seront: pénurie, chômage, sur-qualification, inadéquation entre l'emploi et la formation reçue, anxiété, attitude défensive, pragmatisme.» On pourrait même ajouter à cette liste: subsistance et survie.

Si les années 60 ont mobilisé certaines catégories de jeunes dans certaines parties du monde, autour d'une crise de culture, d'idées et d'institutions, les années 80 poseront à la nouvelle génération une crise matérielle et structurelle d'incertitude économique chronique, voire de privation (*op. cit.*, p. 17). La jeunesse des années 70 a certes laissé aux nouvelles générations un héritage qui a encore cours, comme l'authenticité affective et la remise en question des institutions traditionnelles; mais, on le voit, le vécu des jeunes est tout à fait différent.

L'élément le plus visible et le plus tragique de cette crise est sans doute le chômage chronique qui, dans la plupart des pays, dont le nôtre, a peu de chances de diminuer. Or, il faut voir tout ce que le travail peut représenter pour un jeune. Travailler, c'est accéder au monde des adultes. Le chômage bloque cet accès; il empêche, entre autres, de se marier et de fonder un foyer. Il entraîne une période prolongée de dépendance. Il risque de donner aux jeunes l'impression qu'ils sont constamment marginalisés et exploités.

Derniers à être embauchés et premiers à être licenciés, c'est sur leurs épaules qu'on fait porter le plus lourd de la crise économique actuelle. Nos Évêques n'ont-ils pas parlé, et cela pour notre pays, d'une *génération sacrifiée* (lettre du 10 septembre 1982)?

Reste à ajouter que cette vulnérabilité est encore plus grande chez certains sous-groupes, parmi les jeunes: les jeunes femmes, les minorités ethniques, les handicapés mentaux et physiques...

b - Des jeunes silencieusement lucides

Ce contexte explique un peu la sorte de réalisme qu'on trouve chez les jeunes d'aujourd'hui (et qui contraste avec l'idéalisme qu'on leur attribue généralement). Leur préoccupation est centrée sur la vie quotidienne et souvent — ce qui est spécifique à une période de crise — sur la lutte pour *s'en sortir*. Bref, les jeunes des années 80 ressemblent peut-être plus à ceux des années 30 qu'à ceux des années 60.

Silencieusement lucides, nos jeunes ont la réputation d'avoir démissionné, de se tenir à l'écart. Mais il est peut-être plus vrai de dire qu'ils sont mis à l'écart, exclus d'un monde où les adultes ne pensent qu'à protéger leurs privilèges. Ce qui est particulièrement vrai des milieux de travail. Chose certaine, les jeunes sont plus lucides qu'on ne le croit; ils sont capables d'engagement et s'engagent effectivement, entre autres dans de grandes causes qui ne sont pas exclusivement affaire de jeunes: mouvements écologiste, pacifiste, féministe et même, dans certains pays, révolutionnaires.

c - Coloration québécoise

Les jeunes de chez nous vivent sensiblement la même chose que dans les autres régions du monde, et à cause des mêmes facteurs économiques et sociaux. Reste à ajouter quelques traits qui semblent spécifiques à notre société québécoise:

- effondrement assez soudain de la famille nucléaire: le tiers des foyers est dirigé par un seul parent ou par un parent remarié après rupture du premier mariage;
- baisse tragique de la natalité, qui entraînera une perte de poids démographique de la part des jeunes et donc, assez probablement, une plus grande vulnérabilité;
- un monde scolaire particulièrement perturbé par les changements nombreux, les méthodes farfelues, les conflits de travail, etc.;
- concurremment à la montée du néo-libéralisme un peu partout dans le monde occidental, absence de projet social mobilisateur, depuis ce qu'on pourrait appeler l'échec d'un certain nationalisme;
- crise religieuse où, tant chez les adultes que chez les plus

jeunes, les valeurs traditionnelles sont tombées sans être remplacées;

- une Église de *têtes blanches* qui arrive difficilement à rejoindre les jeunes et qui est absente là où se crée actuellement la nouvelle culture.

d - Conclusion

La crise des années 80 explique les difficultés que vivent les jeunes tant de par le monde que dans notre coin de pays.

Insistons sur deux points: a) c'est, en un sens, *une nouvelle jeunesse*. Bien des adultes auraient avantage à renouveler l'image qu'ils se font des jeunes. b) Pour la première fois, les jeunes d'ici et ceux du tiers-monde se rejoignent dans un vécu fondamentalement semblable. Ce fait pourrait être le terrain d'une éventuelle *solidarité* internationale.

**Me GUY BERTRAND,
Tremblay, Bertrand, Morisset,
Bois et Mignault, avocats,**

Place d'Iberville 1,
1195 avenue Lavigerie, no 200,
Sainte-Foy — G1V 4N3

LAINE PAUL GRENIER ENR.
Spécialité
laine du Québec

2301 est, rue Fleury
Montréal H2B 1K8
388-9154

Dr JEAN-CHARLES CLAVEAU
Clinique de pédiatrie

Chicoutimi
Québec

LA FONDATION MINVILLE

LA FONDATION ESDRAS-MINVILLE FUT FONDÉE,
EN 1969,

PAR FRANÇOIS-ALBERT ANGERS.

L'IDÉE FONDAMENTALE ÉTAIT ET EST
DE CONSTITUER UN CAPITAL INALIÉNABLE
DONT LES INTÉRÊTS SERVIRAIENT TROIS BUTS:

- 1 - PROMOUVOIR L'ÉDUCATION NATIONALE
AU QUÉBEC;
- 2 - PROMOUVOIR L'ÉMANCIPATION CULTURELLE
ET POLITIQUE DU QUÉBEC;
- 3 - SOUTENIR LA REVUE *L'ACTION NATIONALE*
ET SON SECRÉTARIAT.

AUJOURD'HUI, LE CAPITAL ATTEINT 85 000\$
(novembre 1984). LES REVENUS-INTÉRÊTS,
DE L'ORDRE DE 9 000\$, SONT GÉRÉS
PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION:
F.-A. ANGERS, CHARLES POIRIER,
RICHARD ARÈS, PATRICK ALLEN ET
GÉRARD TURCOTTE.

EN 1985, LA FONDATION *DOIT* ATTEINDRE
SON PREMIER 100 000\$.

POUR DONNER PLUS D'ÉLAN À LA CAMPAGNE,
NOUS AVONS FORMÉ UN *COMITÉ D'HONNEUR*
OÙ SERONT INSCRITS
LES PRINCIPAUX DONATEURS.
NOUS EN PUBLIERONS BIENTÔT LA LISTE,
QUI RESTE OUVERTE.

P.S. — Le P. Richard Arès a fait don d'une collection de plus
de 100 000 timbres. Les profits de la vente iront à la Fondation.
Connaissez-vous quelqu'un qui serait intéressé à acheter
cette collection?

Par mon hublot

Quand le mieux peut nuire au bien

par ROGER DUHAMEL

Le problème national se pose dans des termes différents depuis les élections fédérales du 4 septembre dernier. Non pas que ses données essentielles aient été en quelque sorte modifiées. Ce serait en effet accorder à un scrutin une vertu qu'il ne possède pas de toute évidence. On ne peut toutefois nier que les conditions sous lesquelles nous devons envisager notre destin collectif sont fortement tributaires d'un éclairage nouveau. Il apparaît donc opportun de tenter une analyse qui s'écarte délibérément des stéréotypes dont nous avons dû longtemps nous contenter.

Il est nettement superficiel d'interpréter la victoire des conservateurs au Québec par le seul souci de la majorité de notre peuple de pratiquer le jeu de l'alternance démocratique. Nous avons souvent dans le passé fourni des exemples de notre satisfaction à nous figer dans un immobilisme partisan. Cette fois, notre geste s'est inspiré de motifs plus élevés et plus fondamentaux.

Une revanche silencieuse

Sans le dire explicitement mais mus par un instinct sûr, nous avons voulu prendre notre revanche sur l'humiliation subie lors du référendum de 1980 et consacrée par l'imposition d'une constitution qui s'applique à gommer notre identité. C'est la démonstration éclatante que se sont lourdement trompés les prophètes de malheur qui proclament joyeusement la mort du nationalisme. Non, notre peuple n'a pas encore opté pour le suicide.

Une question se pose qui mérite une réponse claire: pourquoi les nationalistes québécois ont-ils voté massivement pour les conservateurs? On pourrait voir dans cette réaction la récompense des efforts généreux déployés par M. Robert Stanfield et surtout par M. Joe Clark pour comprendre et faire accepter le fait français. Il y a cependant beaucoup plus. La raison profonde du virage de septembre, c'est que nous avons finalement

convenu que l'obstacle majeur à l'épanouissement normal de notre nationalité, c'était bel et bien le parti libéral, surtout depuis qu'il était soumis aux fantaisies perverses de l'apatride Trudeau.

Dans une remarquable étude sur cet événement capital de notre vie politique, un professeur de l'Université Laval, M. Louis Balthazar, rend compte de la victoire de M. Mulroney et de son équipe dans les termes suivants: «Les Québécois ont vu dans un gouvernement conservateur une promesse d'un meilleur équilibre fédéral, c'est-à-dire d'un meilleur statut pour le Québec. M. Mulroney a plu à l'électorat en affirmant qu'il négocierait avec le gouvernement dûment élu par les Québécois, quel qu'il soit.»

Notre vote n'a donc pas été négatif, il a exprimé notre volonté et notre désir de construire, au lieu de geindre et de récriminer en vain. Nous nous sommes désigné un interlocuteur valable. Le choix n'était pas vaste: seul le parti conservateur était en mesure de jouer ce rôle. S'élèvera-t-il à la hauteur de cette immense responsabilité? C'est ce que nous apprendra un avenir relativement prochain. Nous n'aurons rien perdu à amorcer le match de la dernière chance.

Le pari du beau risque

C'est en tout cas le pari qu'entend relever en notre nom le premier ministre Lévesque. Au lendemain du scrutin, il entendait laisser une chance au nouveau gouvernement, estimant que négocier avec lui constituait «un beau risque.» La formule en a choqué plusieurs, qui voient dans cet effort d'accommodement un affaiblissement de la doctrine, pour ne pas dire un subterfuge d'une probité douteuse pour se maintenir au pouvoir coûte que coûte, en remettant aux calendes grecques l'accomplissement du projet de souveraineté.

Cette interprétation peu flatteuse demeure plausible, mais ce n'est pas la seule. Le gouvernement du Québec, quel qu'il soit, assume la responsabilité d'assumer le bien-être moral et économique de la population, non pas dans un demi-siècle, mais dans le temps présent, *hic et nunc*. Il lui importe de prendre les moyens requis pour combattre le chômage, pour améliorer le

climat social, pour favoriser l'essor de toutes les classes. C'est là son devoir immédiat auquel il ne peut se dérober sans trahir le mandat qu'il a sollicité et obtenu.

Pour atteindre à ces résultats, il lui faut tenir compte de toutes les données du problème. Le premier fait qu'il ne peut esquiver, c'est que nous vivons encore en régime fédératif. Ce qui signifie en pratique que se limiter à la politique myope de l'autruche est le meilleur moyen de rater ses fins. Aussi longtemps que notre statut constitutionnel n'aura pas été substantiellement modifié — le plus tôt sera le mieux — notre gouvernement doit s'employer, avec autant d'énergie que de lucidité, à tirer tous les avantages d'une conjoncture imparfaite. C'est dans cette perspective qu'il entend régler avec Ottawa et à notre bénéfice le plus de dossiers litigieux possibles. Si tout essai d'entente demeurerait vouée à l'échec avec les centralisateurs libéraux, pourquoi ne pas essayer de gagner des points auprès des conservateurs qui, au moins pour le moment, témoignent de plus de souplesse et de compréhension?

La leçon du référendum

Il existe aussi un autre volet de notre question nationale à ne pas négliger. Jusqu'à plus ample informé, nous entretenons la conviction que la grande majorité des nationalistes québécois ou canadiens-français demeurent respectueux des exigences démocratiques. À cet égard, nous n'avons entendu aucune voix discordante depuis une quinzaine d'années.

Personne n'a oublié le référendum de 1980. Bien que son résultat ait pu apparaître mathématiquement décevant, il a néanmoins marqué un réveil important de notre groupe ethnique, un sursaut même supérieur à ce que d'aucuns parmi nous avaient osé l'espérer. Cela admis, les deux-cinquièmes des suffrages ne forment pas une majorité. Celle-ci sera toujours difficile à atteindre, puisque vingt pour cent environ de la population québécoise, par ses origines comme par ses orientations, a peu de chance de rallier l'idéal indépendantiste.

Il est bon aussi de se rappeler que les deux-cinquièmes précités ne comprenaient pas tous de farouches nationalistes! Une bonne part d'entre eux ont voulu témoigner de leur irritation en face de l'offensive cynique menée par le duo Trudeau-Chrétien.

D'autres votaient pour le oui, qu'ils jugeaient peu compromettant, étant donné le libellé très prudent de la question, qui se contentait de solliciter l'autorisation de négocier avec Ottawa un éventuel traité de souveraineté-association. Il n'y avait rien là de très révolutionnaire.

En d'autres termes, si l'on mettait aujourd'hui sur pied un nouveau référendum, il n'est pas tellement assuré qu'il obtiendrait une proportion aussi encourageante qu'il y a bientôt cinq ans. C'est pourquoi il n'y a nullement lieu de souhaiter une pareille consultation, qu'elle soit assortie ou non d'une élection générale. Une semblable initiative serait suicidaire, non seulement pour le parti politique qui y recourrait, mais aussi et surtout pour l'idée elle-même qui perdrait dans une aventure aussi témérairement engagée toute crédibilité pour au moins une ou deux générations.

Dans les circonstances, il vaut mieux y réfléchir à deux fois avant de condamner sans appel l'attitude actuelle du gouvernement québécois. Comment oublierait-il, quoi qu'en pensent les purs et les durs dont nous comprenons les impatiences et les frustrations, que la politique demeure l'art du possible et du contingent? Il est impensable de mettre entre parenthèses le bien-être d'un peuple, dans l'attente de lendemains qui chantent. L'histoire ne fournit aucun exemple d'un groupe humain qui ait accepté de vivre en sursis, de troquer son présent pour son avenir.

À contre-courant**De la fin de l'un au début de l'autre**

par ROGER DUHAMEL

Contradictions et divergences de vues ont marqué les dernières semaines du régime libéral au rayon de la politique internationale. Exclusivement soucieux de conserver un pouvoir qui leur échappait inexorablement, les dirigeants du parti ont cru habile d'effectuer une manœuvre de diversion en courtisant la clientèle pacifiste. C'était oublier qu'une pareille surenchère, outre qu'elle faisait bon marché des intérêts du pays, ne parviendra jamais à satisfaire des aspirations déjà comblées par le NPD de M. Broadbent.

La foire aux illusions

Les exemples de cet affolement sont multiples. L'ancien ministre des Transports, M. Lloyd Axworthy, s'oppose à ce que l'OTAN, advenant une invasion de l'Europe occidentale par l'URSS, prenne l'initiative d'une offensive nucléaire. Comme la présidente du parti, Mme Iona Campagnolo, il préconise un gel réciproquement vérifiable de la production d'engins nucléaires. Un candidat du littoral du Pacifique, M. Paul Manning, va jusqu'à reprocher à son gouvernement d'avoir autorisé l'essai des missiles américains Cruise au-dessus de notre territoire.

Il est inévitable que M. Jean Chrétien participe au débat, bien que son passage au ministère des Affaires extérieures ressemble beaucoup à celui de l'Arlésienne dans l'opéra de Bizet... S'il est moins catégorique au sujet des Cruise, en revanche il est également hostile à ce que l'OTAN soit la première à recourir aux armements nucléaires. L'inconvénient de cette position, surtout quand elle émane du ministre en exercice, c'est qu'elle contrevient nettement à la politique officiellement proclamée par l'OTAN et à laquelle le Canada a toujours apporté son adhésion. Il est en effet reconnu que pour parer à une invasion, l'Organisation de Bruxelles devra employer les moyens les plus raffinés et les plus puissants, s'il n'existe pas d'autres façons efficaces de faire échec aux forces conventionnelles numériquement

supérieures du Pacte de Varsovie.

De son côté, le premier ministre éphémère, M. John Turner, est entré dans la ronde avec autant de malaise que d'illorgisme. Lui aussi favorise *personnellement* le gel des armements, mais il redoute que les pressions dont il est l'objet à cet égard ne compromette la crédibilité des alliances conclues par le Canada. Comme son épouse, il entend bien faire vibrer la corde pacifiste, mais il avoue qu'à titre de chef du gouvernement, il doit conserver le sens de ses responsabilités et ne pas faire cavalier seul. Doit-on raisonnablement déduire de ce propos que les tenants du gel font l'étalage de leur irresponsabilité? Il semble qu'il n'appartenait pas à M. Turner de le laisser entendre...

Cher Constantin...

Il serait sans doute peu charitable d'insister trop lourdement sur un geste cocasse d'un premier ministre aux abois. Une quinzaine de jours avant le scrutin qui lui sera fatal, M. Turner s'est imaginé assurer le relais de la mouche du coche que fut son prédécesseur dans le domaine international, en écrivant au leader soviétique Constantin Tchernenko. Le but de cette missive? Convaincre le vieillard égotant du Kremlin de le recevoir pour qu'ils puissent tous les deux discuter à cœur ouvert, le soir à la chandelle, des problèmes du désarmement. Ainsi serait-il possible d'élaborer des mesures efficaces de contrôle et de préparer une rencontre entre fonctionnaires supérieurs canadiens et soviétiques, prélude à des consultations régulières sur le sujet. On ne nous a pas révélé si M. Tchernenko a répondu à cette lettre qui serait tout à fait à sa place dans les bandes dessinées de Tintin et d'Astérix.

Tout cela n'offre plus évidemment qu'un intérêt anecdotique, depuis l'affaissement du gouvernement libéral au souffle de la réprobation populaire. Une autre équipe est désormais en selle, des hommes nouveaux sont censés envisager les questions d'un regard neuf. Il ne s'ensuit nullement que nous assisterons à des changements spectaculaires. Les deux principaux partis entretiennent en effet des vues assez voisines en ce qui a trait au rôle du Canada dans le monde. Il y a gros à parier que les modifications se feront plutôt sentir dans le style que dans la substance.

Pour son entrée officielle sur la scène internationale, M.

Mulroney a été servi à souhait. Pendant la même quinzaine, il a été l'hôte du chef de l'Église catholique, Sa Sainteté Jean-Paul II, et du chef de l'Église anglicane, la reine de Grande-Bretagne Élisabeth II. Il s'est agi de rencontres très officielles soumises aux exigences protocolaires les plus rigoureuses et qui ne laissent place à aucun imprévu.

Amitié sans assujettissement

La visite du premier ministre canadien à Washington, à l'invitation expresse du président Reagan, revêt une tout autre signification. Elle indique la volonté très nette des deux hommes d'État de se conformer aux impératifs de la géopolitique et de renforcer des liens indispensables, surtout économiques, entre des pays limitrophes. La tâche de M. Mulroney ne laissait pas d'être délicate. Il se devait à la fois d'insister sur une coopération accrue avec les États-Unis et sur son souci de maintenir une politique étrangère qui soit indépendante de celle de nos voisins. C'est-à-dire une attitude compréhensive, qui ne verse ni dans l'hostilité systématique ni dans la complaisance servile. Il semble que M. Mulroney, dont on ne cesse de répéter qu'il est un négociateur-né, se soit adroitement tiré de cette expérience périlleuse.

Tous les problèmes ne seront pas réglés comme par enchantement. Les pluies acides continuent d'empoisonner l'atmosphère. D'autre part, la transformation radicale de FIRA, qui a jusqu'à présent généré plus d'acrimonie inutile qu'elle n'a filtré de capitaux nuisibles, devra contribuer à favoriser des investissements nécessaires à la relance de notre économie. Les États-Unis sont notre premier client et le Canada est le premier client des États-Unis. Deux pays dont les échanges commerciaux avoisinent chaque année les \$110 milliards se doivent de concerter étroitement leurs stratégies.

C'est dans cet esprit que MM. Reagan et Mulroney ont résolu de se rencontrer plus fréquemment, de même que leurs ministres, et de mettre sur pied des secrétariats pour assurer la permanence de ces rapports. Ce sont là des initiatives assez rituelles. Ce qui l'est moins et apparaît de bon augure, c'est que ces secrétariats établis à Ottawa et à Washington impliqueront la reconnaissance et la participation des États et des Provinces des deux gouvernements. Est-il déraisonnable de conclure de cette

orientation sans précédent que les républicains américains et les conservateurs canadiens entretiennent une conception commune et aérée du fédéralisme? Il y a là en tout cas une piste à poursuivre.

De son côté, le ministre des Affaires extérieures, M. Joe Clark, a étrenné ses nouvelles fonctions en prenant part au débat annuel et improductif des Nations-Unies. Personne ne s'attendait à ce qu'il fit des vagues. Il s'est contenté de rappeler le rôle modérateur du Canada dans les affaires du monde et il a appuyé la proposition du président Reagan aux Soviétiques en vue de consultations régulières avec Moscou. Un vœu pieux qui n'aura évidemment aucun lendemain, et chacun le sachant! M. Clark aura sûrement d'autres occasions plus propices pour affirmer solidement sa personnalité.

Nominations diplomatiques

Un domaine où il a dû intervenir sans trop de délais, c'est celui de notre représentation diplomatique. Il tombe sous le sens que les nominations de M. Whelan à Rome et de M. Mackasey à Lisbonne témoignent d'un patronage honteux. Pour le premier, on créait de toutes pièces un poste tout à fait inutile; quant au second, rien n'indique qu'il possède le minimum des qualités que l'on s'attend à trouver chez un ambassadeur. De toutes façons, en refusant de placer en orbite deux anciens ministres dont nous n'avons pas lieu d'être particulièrement fiers, M. Clark a eu le bon goût de ne pas nous humilier à l'étranger.

Les premières nominations diplomatiques du nouveau gouvernement suscitent un sentiment partagé. La désignation de l'ancien député Douglas Roche comme ambassadeur au désarmement où il succède au vétéran Georges Ignatieff recueille l'approbation de tous. Il s'est en effet intéressé de très près aux relations internationales où il a acquis une expérience et des connaissances précieuses.

Le cas de M. Stephen Lewis, qui devient ambassadeur auprès des Nations-Unies, est quelque peu différent. Il est le fils du sympathique David Lewis, qui fut le chef national du NPD. Lui-même a dirigé son parti avec brio à la législature de l'Ontario. Il va sans dire que personne ne met en doute ses qualités intellectuelles ni sa dignité morale.

Si nous nous réjouissons que M. Mulroney ait compris que

les talents — et les postes! — ne doivent pas être la chasse gardée des seuls conservateurs, nous ne pouvons taire néanmoins une certaine réticence. Nous nous demandons si les politiques du NPD en politique internationale, dont M. Lewis a été l'un des architectes, correspondent toujours fidèlement aux vues du gouvernement.

Il y a un aspect plus délicat que nous regrettons d'avoir à évoquer. Comme M. Lewis est Juif, nous nous devons de poser la question suivante: dans un aréopage universel comme l'aquarium de New York où s'affrontent Israéliens et Arabes, où se posent quotidiennement les problèmes aigus du Proche-Orient, est-il sage que le représentant du Canada soit d'avance identifié, par ses sympathies bien naturelles et tout à fait honorables, à l'un des groupes en présence? La probité de M. Lewis n'est pas ici en cause et nous saluerions avec satisfaction sa nomination à tout autre poste diplomatique. En l'envoyant à New York, ne risque-t-on pas de lui rendre un mauvais service?

Des chinoiseries déplaisantes

À l'exemple des «deux innocents en Chine» reçus jadis par Chou En-Lai, le premier ministre Lévesque s'est rendu en Orient, flanqué d'une brochette d'hommes d'affaires québécois pour explorer les possibilités commerciales dans cet immense marché que nous connaissons peu et mal. Il a tour à tour visité la Corée, le Japon, la Chine et Hong Kong (qui doit s'affranchir en 1997 de la tutelle britannique pour tomber éventuellement sous la coupe communiste).

C'est le genre de voyage auquel se prêtent tous les chefs de gouvernement à des fins de légitime propagande. Il y aurait peu de chose à en retenir, si l'organisation de ce déplacement normal n'avait mis une fois de plus en relief la mesquinerie du ministère des Affaires extérieures, toujours empressé à bloquer toute initiative provinciale, plus spécifiquement québécoise.

Les détails de cette affaire tels que fournis à la presse sont passablement contradictoires. M. Lévesque s'est plaint qu'on lui ait mis des bâtons dans les roues en lui interdisant notamment de se rendre à Shanghai. L'ancien ministre Chrétien a eu recours à sa technique éprouvée qui consiste à nier ce qui ne lui convient pas. Finalement, une conversation téléphonique entre M. Mulroney et M. Lévesque a dissipé toute équivoque fâcheuse.

On retiendra des propos du premier ministre canadien un bout de phrase significatif et qui dépasse la portée de l'incident: «À ce que je sache, je n'ai pas de permission à donner à M. Lévesque», précisant qu'il «sera là comme premier ministre du Québec et avec, bien sûr, les meilleurs vœux du gouvernement du Canada». Voilà qui nous change des intrigues passées.

Pourquoi donc cette réticence à ce que M. Lévesque passe par Shanghai? C'est tout simplement qu'Ottawa souhaitait réserver l'exclusivité de cette importante ville industrielle et commerciale au chef du gouvernement de l'Ontario. On se rend compte une fois de plus que ce n'est pas la géographie seule qui situe Ottawa en Ontario!

Par la suite, M. Chrétien a rendu publique la lettre qu'il avait adressée à M. Bernard Landry, ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur du Québec. Cette missive confirme le préjugé fédéral contre notre province. M. Chrétien feint en effet de douter du succès de la délégation en raison de l'existence antérieure d'une représentation permanente de l'Ontario, de l'Alberta et de la Saskatchewan à Hong Kong. Pourquoi nous empêcher de courir nous aussi notre chance dans un marché extrêmement concurrentiel?

L'humour ne perd jamais ses droits. M. Chrétien a déclaré sans rire que le ministère où il n'a fait que passer en courant d'air avait appris que la Chine n'avait pas à ce moment-là de disponibilité à Shanghai. Il a même affirmé qu'il n'y avait dans cette ville aucune chambre libre pour accommoder M. Lévesque. Que ne lui a-t-on conseillé d'emporter son sac de couchage, puis-que nous vivons dans le royaume dont Ubu est roi!

Cette algarade de type folklorique aura eu un effet salutaire si elle contribue à éliminer cette pratique ridicule et humiliante qui oblige, au sein d'une fédération, le premier ministre dûment élu d'une province de réclamer l'autorisation d'un autre gouvernement pour se rendre à l'étranger au bénéfice de ses commettants. Il semble que M. Mulroney soupçonne toute l'incongruité du procédé. Il lui reste à tirer au clair une situation agaçante qui dessert les meilleurs intérêts de toutes les parties en cause.

À l'affût de l'actualité

par PATRICK ALLEN

30 ans de mariage entre Drapeau et Montréal

Jean Drapeau, ancien directeur de *l'Action Nationale*, devenait le 25 octobre 1954 le 37^e maire de Montréal, poste de pouvoir qu'il a conservé pendant 30 ans, sauf une mince interruption. Sous le titre «30 ans de mariage entre Drapeau et Montréal», *La Presse* du 25 octobre 1954 vient d'ouvrir à cette occasion un album-photo étalé sur plusieurs grandes pages retraçant les principaux événements qui ont fait la trame de ce dernier tiers de siècle: lutte contre le vice organisé, implantation de la «Place des Arts», Expo '67, Jeux olympiques, création du métro encore en développement, visite du général de Gaulle, etc. Le nom de Jean Drapeau est toujours sur toutes les lèvres, dans tous les médias, qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas: il ne laisse personne indifférent. Monsieur et madame tout le monde se plaisent à raconter quelques anecdotes à son sujet, comme celle que l'on attribue à un journaliste qui, voulant savoir si Monsieur le maire lui gardait rancune, crut bon de s'excuser de propos durs qu'il avait écrits à son sujet: «La vie est trop courte pour garder de la rancune, répliqua Jean Drapeau, et elle est assez longue pour laisser une bonne mémoire.» Jean Drapeau a mis Montréal sur la carte du monde entier. Il est aussi à l'aise avec les humbles gens qu'avec le pur gratin de Montréal, cette partie de notre société apparemment plus relevée par ses tiers, son élégance et sa richesse. Vive Jean Drapeau en bonne santé et ses nouveaux projets de grandeur!

Les femmes PDG sont-elles heureuses?

Dans une société dominée par les hommes à la direction des entreprises de toutes sortes, les femmes de plus en plus nombreuses ont réussi à atteindre des sommets dans un très grand nombre d'activités de production, de commerce, de finance, de communication, de services et de transport, aux États-Unis en particulier. *The Wall Street Journal* du 25 octobre 1984 et le Gallup Organization ont demandé à 722 femmes parvenues à la haute direction (vice-présidente, directrice générale ou autres

cadres supérieurs) d'entreprises faisant plus de 100 millions de dollars par an, COMMENT ELLES VIVENT LEUR CARRIÈRE. Ces femmes sont des pionnières dans le poste qu'elles occupent, elles ont des titres académiques et une expérience qui impressionnent et des salaires très élevés. Elles vivent cependant plus ou moins satisfaites de l'attitude plutôt négative de la majorité des hommes qui occupent avec elles des postes supérieurs. Elles se sentent encore mal acceptées, parfois méprisées, souvent traitées comme des intruses et des rivales dans la profession qu'elles partagent avec des hommes qui ont peur de perdre leur pouvoir traditionnel et exclusif, d'où une certaine frustration, de l'angoisse et même des bouffées de colère chez bon nombre. Les femmes plus jeunes, toutefois, s'adaptent plus vite et foncent avec plus de succès que les plus anciennes, qui ont moins de titres académiques et plus d'habitude de résignation et de soumission. *The Wall Street Journal* poursuit, le 26 octobre, la publication des résultats de cette enquête qui fera époque et qu'il faut retenir pour réflexion à court et à long terme. Elle vient à point au Québec, alors que plusieurs femmes auront de la difficulté à comprendre que «les évêques refusent d'adopter le texte du rapport sur la place des femmes dans l'Église», selon le titre paru dans *Le Devoir* du 25 octobre 1984. À trop se regarder soi-même on se désole, à regarder les autres on se console. Dans tout cela, il n'y a pas seulement un problème de femmes ou un problème d'hommes: il y a une philosophie, une tradition, un fleuve de préjugés à décontaminer, un pouvoir séculaire à décontracter et à partager!

Les nationalistes et les armements

«Il serait anormal qu'une société comme la nôtre soit silencieuse sur la question de la course aux armements et plus particulièrement sur l'accumulation dangereuse d'armes nucléaires sur notre planète» écrit Denis Monière, chef du Parti nationaliste, sous le titre *Les nationalistes et les armements* (*La Presse*, 23 octobre 1984). Il a bien rappelé au préalable que le mouvement nationaliste au Québec a une longue tradition pacifiste, mais il indique aussi que la question du désarmement nucléaire, comme tout ce qui concerne la recherche et la promotion de la paix, est intimement liée à la question nationale. Son parti revendique l'inclusion dans la constitution canadienne d'une garantie anti-nucléaire qui serait une condition préalable à l'exercice de nos

droits et libertés. Le gouvernement du Québec devrait prendre le leadership de ce projet et innover en donnant à ses citoyens le droit de se prononcer par référendum sur cette question. Un article à lire!

La famille: 240 000 foyers sans enfants!

Le ministre des Affaires sociales du Québec, Camille Laurin, a rendu public le 23 octobre un document intitulé *POUR LES FAMILLES QUÉBÉCOISES*, en vue de consulter la population sur la politique familiale que le gouvernement doit adopter devant le phénomène plus qu'inquiétant de la dénatalité dans la province. Il faudrait 2,1 enfants par famille, pour que le seuil de remplacement soit atteint, alors qu'on n'avait que 1,57 enfant par famille en 1982 et qu'on n'aurait que 1,45 en 1983. Le Québec compte 240 000 familles sans enfants et les familles monoparentales sont passées de 10 à 20%, avec une femme pour parent unique dans 80% des cas. Nous devons tous nous impliquer dans la recherche d'une solution.

Coûts de la santé et ticket modérateur

«Le ticket modérateur ne doit plus être considéré comme une mesure rétrograde» écrit Jacques Forget (*Finance*, hebdomadaire financier et économique, 22 octobre 1984). L'éditeur rappelle que «sous le gouvernement TRUDEAU, Mme BÉGIN avait fait une question de principe de la gratuité des soins de santé. Elle menaçait de fortes réprimandes financières les provinces qui voulaient s'y soustraire. M. PARIZEAU, issu pourtant d'un gouvernement social-démocrate, avait été parmi les premiers à avancer l'idée d'un ticket modérateur. Il avait subi la hargne de la lionne fédérale.» Jacques Forget appuie sa propre remise en question de la gratuité intégrale des soins médicaux sur des témoignages comme ceux de la Banque Royale et de l'Association des manufacturiers canadiens, dans leurs mémoires devant la Commission McDonald et surtout sur le témoignage de l'éminent cardiologue, le docteur Paul DAVID. Autant les médecins que la population abusent du système actuel qui coûte au seul trésor du Québec 7,5 milliards par année, soit le quart de l'ensemble des dépenses gouvernementales. Il faut changer quelque chose!

D'abord créer la richesse pour créer des emplois

Le premier ministre du Québec, René Lévesque, lors de l'entrevue qu'il a accordée à André Hains et Jean-Paul Gagné, a déclaré: «On est prêt à tous les compromis raisonnables pour éliminer les entraves aux entreprises. Il faut d'abord créer la

richesse pour créer des emplois» lit-on dans *Les Affaires* du 20 au 26 octobre 1984. Les compromis toucheraient «un tas de choses», comme la loi du travail, les relations syndicales, la fiscalité, les domaines de la construction. Le voyage en Asie de M. René Lévesque semble avoir été inspirateur: les prochaines décisions l'indiqueront. La confiance est non seulement de mise ici, mais de rigueur.

Ce qui est bon pour Péchiney est-il bon pour le Québec?

Sous ce titre, dans la revue internationale *Gestion* de septembre 1984, André Poirier, professeur à l'École des HEC, rappelle les circonstances entourant l'investissement d'un milliard et demi de dollars par Péchiney au Québec, en plein période de morosité économique et indique, détails à l'appui, qu'il s'agit d'un bon projet, tout au moins pour l'investisseur, fort probablement aussi une bonne rentabilisation à court terme des ressources énergétiques québécoises. Il se demande, cependant, si c'était une bonne occasion de placement pour le Québec, d'y injecter lui-même un demi-milliard de dollars et comment cet investissement s'inscrit dans une politique industrielle globale. Il conclut que si le projet Péchiney est très probablement excellent, il aurait été peut-être possible d'y associer un partenaire local. Noranda par exemple, qui eût été dans une meilleure position pour récolter une juste part du produit. Voilà un article lucide et enrichissant, écrit par un universitaire qui met la rigueur scientifique à la portée du lecteur moyen, qui a besoin de savoir et de comprendre.

Faut-il redéfinir le rôle de l'État dans l'économie industrielle?

Un autre article qui, sans le dire, prolonge la réflexion issue de celui que nous venons de signaler et est par conséquent d'une grande actualité au moment où Ottawa ne sait que faire de ses 200 sociétés d'État qui usurpent en quelque sorte une part de l'activité de l'entreprise privée et qui, en pratique, échappent largement à son contrôle. Le Québec verse aussi, mais beaucoup plus modérément, dans le même travers. C'est à un brillant professeur de l'École nationale d'administration publique, Bernard Bonin, que nous devons l'article intitulé *Faut-il définir le rôle de l'État dans l'économie industrielle?*, (*FORCES*, été 1984). Le professeur expose les fonctions de l'État, analyse les modalités et les raisons de son intervention en matière d'allocation des ressources. Une pièce à conviction!

En attendant le Livre blanc

Depuis plus d'un an, les Québécois éveillés attendent avec crainte et tremblement le Livre blanc du ministre des finances, Jacques Parizeau. Alain Dubuc écrit (*La Presse*, 23 octobre) qu'il a hâte et que, sans en connaître le contenu, il peut affirmer que ce sera un document important: «Il aborde en effet des questions cruciales sur la fiscalité et notre système de bien-être qu'aucun gouvernement n'a encore posées au Canada. En ce sens, le Livre blanc ne sera pas seulement utile au Québec, il le sera pour tout le pays, que ce soit pour l'Ontario ou pour le nouveau gouvernement de Mulroney. Le document de M. Parizeau innove en analysant du même coup l'ensemble des impôts et les transferts aux individus. On regarde donc tous les gestes gouvernementaux qui affectent la richesse des Québécois: l'argent qu'il prend d'une main et celui qu'il donne de l'autre.» Alain Dubuc, devant sa boule de cristal, nous met l'eau à la bouche et mérite la priorité dans la distribution de faveur des copies définitives du Livre blanc.

Le goût d'être son propre patron

Dans la Revue des diplômés de l'Université de Montréal, automne 1984, Jacqueline Blouin, dans un article intitulé *Le goût d'être son propre patron*, présente brièvement les coordonnées de cinq jeunes, frais diplômés d'université ou occupant déjà un emploi, qui ont choisi d'être autonomes, de créer leur propre entreprise, de faire marcher leur imagination, leur sens du risque et de l'initiative. «Ils sont fonceurs, dynamiques et allergiques à la bureaucratie: Claude Johnson, informaticien, Claude Tardif, conseiller en marketing, Gaétan Tremblay, spécialiste en relations internationales, Michel Gaucher, fondateur et p.d.g. de Sofati, Mario Bouthillier, administrateur et Michel Hémond économiste. Des chefs de file de cette trempe, il en faut des milliers au Québec: encourageons-les concrètement!

Les dix provinces unanimes à décrier l'inefficacité des programmes fédéraux

À Charlottetown, où se tenait en fin d'août 1984 la 25^e conférence annuelle des premiers ministres, M. Lévesque, à l'issue de la première journée de discussion, soutenait que les provinces sont unanimes à décrier «l'extraordinaire inefficacité» des programmes économiques fédéraux élaborés au cours des dernières années.

Au sujet de la création d'emplois et de relance économique en particulier, les programmes n'ont mené nulle part, sinon à la confusion: «Ottawa a agi avec une combinaison de décisions de mandarins dans une tour d'ivoire et d'un délire politique à court terme... L'arrogance incroyable du pouvoir politique fédéral fait du patronage une industrie et parachute des millions ici et là, sans qu'il y ait de rationalité et de sens des priorités.»

Les DIX ont enfin demandé, dans une résolution unanime, la tenue d'une conférence avec le nouveau premier ministre du Canada sur la relance soutenue de l'économie et dans une nouvelle ambiance de collaboration pour l'exercice complémentaire des responsabilités respectives. Est-ce le début d'un temps nouveau?

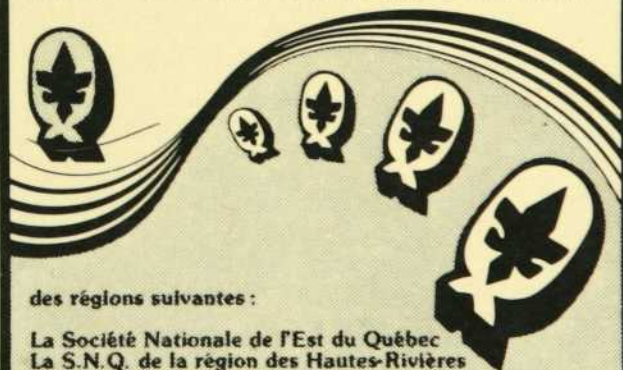
Une enquête à créer sur le commerce de l'empiètement d'Ottawa!

Si vous n'avez pas retenu cet impératif, vous n'avez pas lu, mal compris ou raté l'essentiel d'un solide commentaire d'actualité signé Julien Harvey dans *Relations* de septembre 1984. Sous le titre *Les interventions fédérales et leurs conséquences*, Julien Harvey indique que «les promesses des candidats, surtout libéraux, pendant la campagne électorale viennent de mettre un comble à... l'envahissement du domaine des provinces par le gouvernement fédéral». Après avoir rappelé plusieurs cas criants et récents d'envahissements et de compétitions, provoquant rupture de la complémentarité des pouvoirs permettant de respecter l'identité des provinces, Julien Harvey écrit «qu'il est plus que temps d'analyser froidement les vraies conséquences de ce jeu des centralisateurs d'Ottawa: celle de nous diviser entre nous et celle de créer des conflits qui naîtront de la concurrence des solidarités.» La promesse du parti conservateur de créer un organisme permanent de concertation et de coordination, au niveau des premiers ministres, peut constituer un premier pas dans la bonne direction. «Mais il faudra aussi UNE ENQUÊTE SUR CE COMMERCE TRÈS PAYANT qu'est, pour les fonctionnaires d'Ottawa et pour les entreprises qui subventionnent généreusement la caisse du parti au pouvoir, l'EMPIÈTEMENT SUR LE TERRAIN DES PROVINCES. À l'heure actuelle, conclut Julien Harvey, ce commerce de l'empiètement est sans doute la première source d'emplois nouveaux et de contrats lucratifs d'Ottawa.»

*Nous souscrivons avec fierté
à l'Action Nationale*

LA SOCIÉTÉ SECOURS MUTUELS
QUÉBÉCOISE

UNE INSTITUTION D'ASSURANCE-VIE
AUX SERVICES EXCLUSIFS DES MEMBRES
DES SOCIÉTÉS NATIONALES DES QUÉBÉCOIS



des régions suivantes :

- La Société Nationale de l'Est du Québec
- La S.N.Q. de la région des Hautes-Rivières
- La S.N.Q. de la région de l'Outaouais
- La S.N.Q. de la région Saguenay Lac St-Jean
- La S.N.Q. de la région de l'Amiante
- La S.N.Q. de la région Richelieu St-Laurent
- La S.N.Q. de la région Richelieu-Yamaska

M. Marcel Henry
5781, rue des Marronniers
Montréal

9-88-A

III T 2W3

**De concert
avec la**

vie

Parce qu'elle est consciente de vos obligations qui évoluent sans cesse au rythme de la vie, La Solidarité, Compagnie d'assurance sur la vie, met sur pied de nouveaux programmes d'assurance dans le but de vous offrir des services toujours mieux adaptés à vos besoins. L'innovation à La Solidarité ne profite qu'à vous!

La Solidarité

Compagnie d'assurance sur la vie



Siege social: Quebec

Agences: Amos, Beauceville, Charlesbourg,
Chicoutimi, Laval-des-Rapides, Longueuil,
Montreal, Québec, Rimouski, Sainte-Foy,
Sherbrooke, Trois-Rivieres.

DU GROUPE SOLIDARITÉ · UNIQUE